



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« J'ai compris qu'il ne suffisait pas de dénoncer l'injustice, il fallait donner sa vie pour la combattre. »

Albert Camus

N° 1657

du 26 janvier au 1^{er} février 2012

La bourse ou la vie ?



M 02137 - 1657 - F: 2,50 €



Editorial



Jusqu'ici on pouvait dire que c'était entre gentlemen du mouvement politique... Chaque camp fourbissait ses armes sans se déclarer la guerre pour autant. Depuis quelque temps, tout ça a pris de l'ampleur et ce que quelqu'un avait décrit comme des « boules puantes » commence à dépasser les prévisions. Certes, on n'en est pas encore à dire que le fils du locataire de l'Élysée n'est pas de lui ! Quoi que... La presse people fait ce qu'on lui dit de dire, au service du pouvoir actuel et aussi à venir, surtout si c'est le même ! Sinon, comme on pourra toutes et tous le constater, celles et ceux qui lisent les journaux écoutent la radio comme les autres qui se contentent de peu... En fait, en France comme ailleurs, on rebondit toujours sur la figure emblématique d'un couple royal qui assure (bien sûr) sa descendance ! Le reste n'est qu'illusion, les militants et militantes qui postulent à reprendre les rennes de l'État ne font que reproduire les mêmes schémas. Comme disait le « cher Lénine » et d'autres, reprendre les rouages de l'État pour le diriger vers d'autres voies. Comme si cette institution pouvait changer de fonction ! Depuis la première Internationale et le conflit entre Bakounine et Marx le problème avait été posé : prendre les vieilles structures ou faire un nouveau monde ! Dans ce triste débat du XIX^e siècle, les données ont un peu changé. Plus que le profit d'une entreprise, c'est la loi du marché qui fut instaurée. Entendez par là « gagner plus en délocalisant ». Certes, le problème de la solidarité internationale se pose, mais le contact, les relations entre les syndicalistes du monde entier sont encore tout juste au niveau de la mer ! « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » avait été un mot d'ordre du XIX^e siècle mais il semblerait que ce soit aujourd'hui un peu lettre morte. Certes, avant la Commune de Paris, la révolution espagnole et Mai 68, on ne savait pas que ça allait arriver ! Donc, tout est possible si toutefois on a l'espérance au cœur et qu'on s'en donne les moyens. Et pour cela, nous n'avons rien à attendre des élections ou des sommets sociaux que nous savons tous téléguidés d'avance, pour le plus grand bien du patronat.

Sommaire

Actualité

Quel syndicalisme face au patronat ?, par Fabrice, page 3

Le social se construit à la base, par G. Goutte, page 4

Chronique néphrétique, page 5

Les brèves, le strip, page 6

Météo syndicale, par T. Impétueux, page 7

Politiques contre travailleurs, par Justhom, page 8

International

Retour sur la grève à Mayotte, par Lionel et Tibo, page 10

Barcelone, entre grève et occupations, par R. Pino, page 12

Des news des USA occupés, par C. Reeve, page 14

Expression

Une gifle magistrale, par G. Amaté, page 16

Pierre Bourdieu, dix ans déjà, par A. Zurvan, page 17

Culture

De la pédagogie sociale, H. Lenoir, page 19

Mouvement

Souscription pour Saint-Imier 2012, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Qu'allaient-ils faire dans cette galère ?

LES GRANDS CHEFS SYNDICAUX au sommet social du 18 janvier dernier convoqué par Sarko ?

Si l'on en juge par les résultats, leur présence à ce show présidentiel très médiatisé tient plus du faire-valoir que de l'action syndicale, même très réformiste: 430 millions d'euros de mesures concernant le chômage partiel, la prise en charge totale des « charges sociales » pour les jeunes de moins de 26 ans embauchés dans des toutes petites entreprises, les « mutations économiques » (aides à la reconversion) et la formation des chômeurs et le renforcement des effectifs de Pôle emploi. Précisons que ces 430 millions sont des crédits « redéployés », c'est-à-dire piqués sur d'autres budgets, sociaux ou autres! 430 millions, une peccadille face aux dizaines de milliards miraculeusement trouvés, parfois en moins d'une semaine, pour renflouer les caisses de telle ou telle banque ou de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel État...

Sarko a précisé, lors du sommet, qu'il annoncerait à la fin du mois les vraies mesures, celles qui cognent (TVA sociale, réforme radicale de la formation professionnelle, etc.).

En première analyse donc, cinq heures perdues pour Bernard, François, Jean-Claude... Ce qui en soit n'est pas très grave. Mais, à y regarder de plus près, ce sommet social avait un tout autre objectif que de négocier quoique ce soit. Il s'agissait d'aboutir à un « diagnostic partagé » dans la logique désormais institutionnalisée de « dialogue social ». Dialogue social, bel habillage pour ne pas dire accompagnement actif ou passif des mesures gouvernementales, voire de plus en plus co-élaboration de ces mesures. On se met d'abord d'accord sur le constat (il y a une crise du système, va bien falloir que les salariés, les chômeurs paient la note; il faut garder en mémoire le communiqué hallucinant de l'intersyndicale, sauf FO, du 18 août 2011). Puis, on met en œuvre la meilleure stratégie pour les faire avaler aux salariés y compris en faisant mine de résister.

Soyons clairs, rien ne s'est fait ces dernières années sans l'accord explicite (direction de la CFDT) ou implicite (direction de la CGT). Plus précisément, la « position commune » (c'est leur propre terme) d'avril 2008 – CGT, CFDT et MEDEF, le tout avec la bénédiction de Sarko – a marqué un tournant dans le processus d'intégration des organisations syndicales qui a commencé depuis longtemps mais qui se heurte à une résistance, réelle celle-là, d'une grande partie des militants.

Comment la loi Fillon sur les retraites aurait-elle pu passer, à l'automne 2010, sans l'axe Thibault-Chérèque qui a promené les salariés de manif en manif en cassant toutes les tentatives de blocage et de grève de leurs propres « troupes ». On se souvient, là encore, du sinistre communiqué CGT, CFDT, FSU, Unsa condamnant les « atteintes aux biens et aux personnes » au moment où les salariés des raffineries tentaient de bloquer l'économie¹.

Comment les multiples réformes de destruction de l'école, dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (réforme des lycées, école du socle, mastérisation, liquidation de l'enseignement professionnel au profit de l'apprentissage, privatisation des Greta) auraient-elles pu se mettre en place sans l'accord inavoué, bien évidemment, de la direction de la FSU, encore largement majoritaire dans le secteur même si elle a perdu 100 000 voix aux élections professionnelles du 20 octobre dernier? À noter que la grève (SNES, CGT, SUD, FO) et la manifestation nationale du 31 janvier sur des bases claires (retrait pur et simple du projet de décret sur l'évaluation des enseignants et annulation des suppressions de postes) est un point d'appui que la FSU (contre certains de ses propres syndicats!) fait tout pour saper.

Comment 860 salariés de SeaFrance à Calais pourraient-ils se trouver mis à la rue par l'État (propriétaire de la SNCF, elle-même propriétaire de l'entreprise) sans le soutien actif de la direction de la CFDT qui pousse même à l'exclusion de sa propre section locale qui n'est pas dans la ligne de soumission et de trahison de sa confédération?

Et si certains n'étaient pas encore convaincus par ces exemples, qu'ils lisent l'appel paru à la mi-décembre « pour un nouveau contrat européen » signés (avec quelques homologues d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie et de Belgique) par le couple Chérèque-Thibault. Ces « syndicalistes », qui feraient retourner dans leur tombe tous les anciens, s'inquiètent une fois de plus de l'« avenir de l'Union européenne » et donc de sa monnaie, s'engagent à trouver des solutions pour « réduire les déficits » et rappellent, s'il en était besoin, qu'ils ne « défendent pas une position partisane » (en clair les salariés!) mais qu'ils cherchent « l'intérêt général », donc à préserver le système capitaliste. Faut-il en rajouter?

Tout cela pourrait être déprimant et faire aboutir à de mauvaises conclusions du type: tout est pourri, abandonnons le terrain syndical. J'ai la faiblesse de penser que c'est tout le



contraire qu'il faut faire. Se réapproprié notre outil syndical, qui peut être un levier puissant de transformation sociale dans ses acquis et dans ses pratiques qui s'opposent à l'impasse électorale où le système tente de nous enliser.

Définissons les revendications à la base qui deviennent les mandats des sections, décidons des modalités d'action à la hauteur des coups qui nous sont portés, faisons vivre l'inter-professionnel, bousculons les bureaucraties en imposant les mandats, discutons et organisons-nous entre militants qui se reconnaissent de la lutte de classe et qui sont sans arrière-pensées électoralistes ou partidaires. C'est notre tâche urgente. C'est notre responsabilité. Et la galère va changer de côté.

Fabrice

Groupe La Sociale
 de la Fédération anarchiste

À noter que la direction de FO, qui ne s'est pas liée à l'intersyndicale de l'austérité et à ses diverses manœuvres, a cru bon toutefois de briguer et d'obtenir la présidence de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse, soit disant pour résister de l'intérieur... Aussitôt élu, le président FO a cru bon, lui aussi, de déclarer que, certes son organisation était opposée à la loi Fillon mais que, dans un esprit « républicain » (!), il mettrait loyalement en place cette réforme. Drôle de conception du mandat.

Notre sommet **social** est à la base



Pompiers d'Austerlitz en grève

IL Y A QUELQUES JOURS, un estimé camarade m'avouait ne plus croire en la capacité du syndicalisme à instaurer un vrai rapport de classe conflictuel au sein de la société. Je n'étais, bien sûr, pas de son avis. Si le syndicalisme de 2012 n'est, certes, plus celui de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles, s'il est loin, aujourd'hui, de constituer un front uni du Travail contre le Capital, il y reste néanmoins des potentialités de résistance. Des potentialités qui se réveillent régulièrement et qui, parfois, accouchent de victoires. Et pas forcément des moindres. Récemment, deux épisodes viennent conforter ce propos.

Le premier, c'est la victoire des pompiers de la gare d'Austerlitz qui, après 98 jours de grève téméraire et implacable, sont parvenus à faire plier les patrons de Lancry, l'entreprise qui les emploie. Soutenus, depuis le début du conflit, par l'UL CGT du 13 et l'US CGT Commerce Paris, ils ont obtenu de leur direction des augmentations de salaire (108,13 euros pour les agents de sécurité incendie, 148,57 euros pour les chefs d'équipe, à quoi il faut aussi ajouter 30 euros de frais de transport – 45 euros pour ceux habitant en dehors de l'Île-de-France) et la garantie que les équipes déjà constituées ne bougeraient pas d'un iota.

Autre victoire dans le commerce pour les salariés du Monoprix Courcelles du XVII^e arrondissement de Paris. Vendredi 13 janvier dernier, ils se sont mis en grève pour réclamer des embauches, un remplacement systématique des salariés absents et, surtout, l'arrêt immédiat des sanctions dues aux erreurs de caisse liées au manque de person-

nel. Contrairement aux pompiers d'Austerlitz, il n'aura fallu que peu de temps aux salariés de Monoprix pour imposer leurs revendications à la direction. Au bout de trois heures de débrayage, celle-ci s'est engagée «à embaucher deux CDD à temps complet, dès mercredi prochain, pour le début de la deuxième démarque; les contrats étudiants seront renforcés et les salariés qui le souhaitent seront appelés à faire des heures supplémentaires; deux personnes en plus seront affectées au rayon non alimentaire pour aider à l'étiquetage; la chef de caisse du soir, sanctionnée pour ses erreurs de caisse, ne fera que des encaissements chèques et cartes bancaires». Avant de retourner au chagrin, les salariés du magasin ont menacé la direction d'un nouveau débrayage si les accords conclus n'étaient pas suivis d'effet dans les jours à venir. À bon entendre...

Enfin, samedi 14 janvier dernier, c'est l'ensemble des salariés de chez Tati qui, à son tour, a embrassé la grève, peu après l'annonce du suicide d'une de leur collègue, poussée à bout à son travail par une directrice jouant les Gengis Khan. Depuis 2008, la colère gronde dans le magasin de Barbès où règnent des pratiques managériales indignes. Il y a quatre ans, l'US CGT Commerce Paris dénonçait déjà les méthodes de la directrice : « Depuis sa prise de fonction, elle voit partout des salariés qui auraient eu des problèmes durant leur enfance, diagnostic des déficiences intellectuelles, envoi des salariés voir le médecin du travail pour se faire conseiller un suivi psychologique et un traitement médicamenteux. Elle repère des « fainéants » ou des « incapables » « dont on ne veut plus dans l'entreprise », refuse de serrer la main de salariés « atteints de rhume de cerveau ». Elle rapporte les propos qui lui

sont confiés, grossissant et exagérant des situations parfois banales et cherche, d'une manière générale, à diviser pour régner. » La grève n'a pour l'instant rien donné de concret, mais l'US envisage d'entreprendre des poursuites pénales contre la marâtre en mal de domination.

Toujours est-il que le syndicalisme reste le principal vecteur de la lutte des classes au sein du monde du travail. Par « syndicalisme », entendons bien les luttes revendicatives des travailleurs – comme celles des pompiers d'Austerlitz ou des salariés du Monoprix Courcelles –, et non les parades spectaculaires des bureaucraties confédérales au sommet « social » de l'État, en compagnie de la vérole patronale. Un syndicalisme libéré, aussi, de l'atonie d'une partie de sa base et des ficelles avec lesquelles ses dirigeants le manipulent pour des intérêts personnels, bien différents de ceux de la classe laborieuse.

De là à dire que le syndicat sera le point de départ d'un front émancipateur, je n'en sais rien. Reste, cependant, que les autres formes de luttes sociales ne sont pour le moment pas plus prometteuses de lendemains radieux pour l'humanité. Mais, malgré tout, une chose semble certaine : tant que nous ne resterons pas les bras croisés au turbin et que nous ne relèverons pas nos manches pour la grève, aucune perspective de sortie du capitalisme ne paraît envisageable.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui de la FA
 CGT Commerce et services

Chronique néphrétique

Pour 5000 euros, t'es plus rien !

JE SAVAIS DÉJÀ que j'avais raté ma vie : je n'ai pas de Rollex à quarante ans passés... Voilà en plus que je me serais fait traiter de minable par députés interposés. Donc c'est entendu, Copé, grand chef UMP n'a pas dit que « si on n'a ici que des gens qui se contentent de 5 000 euros par mois, on n'aura que des minables ». Avec plus de 5 000 euros net par mois, les députés font déjà partie des 5 % de salariés les mieux rémunérés de France. (Les $\frac{3}{4}$ des salariés touchent moins de 2 900 euros par mois et j'en fais partie.) Bon, je ne veux pas vous inonder de chiffres mais ajoutez au salaire 6 300 euros brut de frais de mandat, quelques avantages dont vous trouverez le détail facilement sur internet, nous n'allons pas pleurer sur leur sort. Ce sont ces gens les « élus du peuple » ? Qu'est-ce qui justifie un tel traitement ? Leur somme de travail ? Vous y croyez ?

Le même Copé, (c'est un hasard puisqu'il vous dit qu'il ne l'a pas dit) s'était illustré il y a un an avec son copain Christian Jacob : tous deux avaient présenté un amendement pour supprimer une disposition dans un projet de loi sur les députés fraudeurs. Ceux-ci risquaient 30 000 euros d'amende et deux ans de prison s'ils oubliaient de déclarer volontairement des éléments de leur patrimoine ou s'ils en faisaient une évaluation mensongère. Le contrôle se faisant à chaque élection, réélection et à la fin de mandat pour éviter tout conflit d'intérêt ou enrichissement frauduleux. Même à l'UMP, certains trouvaient de mauvais goût de laisser les députés se moquer des lois alors que le moindre escroc de bas étage se fait condamner... Finalement ils ont coupé la poire en deux : l'amende est conservée, mais pas la prison. Cela fait beaucoup moins peur... et puis, encore faut-il se faire prendre... Dites, « les mêmes lois pour tous », vous y croyez ?

À la même époque, le député UMP Tardy avait proposé un amendement interdisant aux députés d'être aussi avocat-conseil. C'est pas l'avocat qui gère les divorces ou les accidents de voiture, qui dérange. C'est celui qui donnera « conseils » et carnet d'adresses, mélangeant des intérêts publics et privés, affaires économiques, aides aux entreprises, coup de pouce pour faciliter l'adoption d'une loi ou un assouplissement de la législation. Cela s'appelle du lobbying. Évidemment, cet amendement-là aussi a été

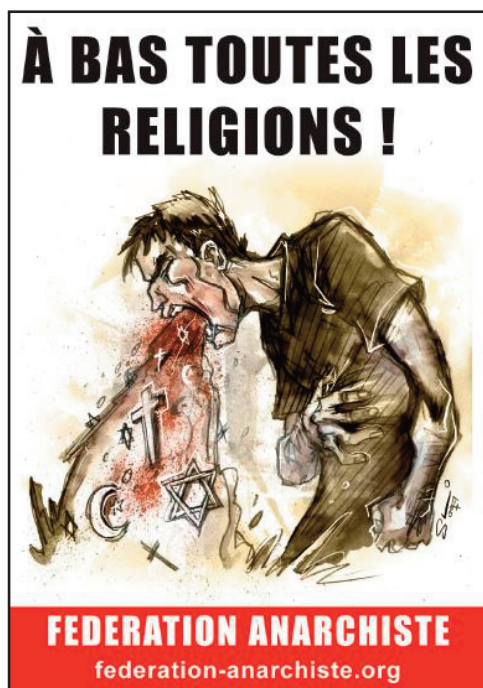
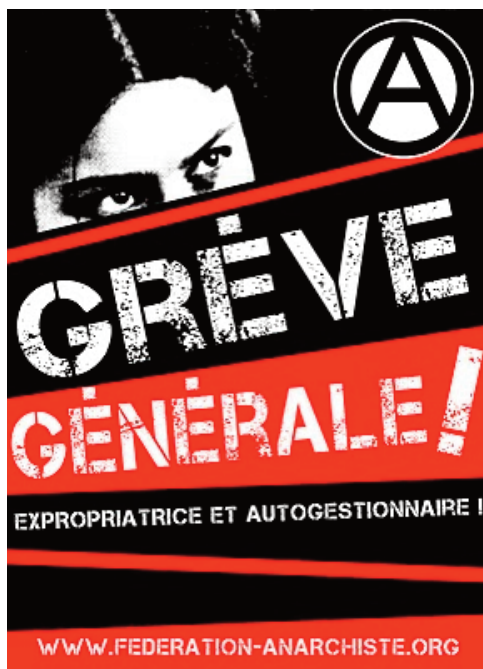
rejeté. Paraît que le Copé (celui qui vous dit qu'il ne l'a pas dit) se fait bien plus en cumulant ses postes d'élu et son boulot d'avocat-d'affaire. Cette activité lui rapporterait 200 000 euros par an. On comprend qu'il ne l'ai pas dit. Euh... Vous y croyez encore ?

Allons voir du côté de ceux qui payent les conseils des Copés, du côté des « pas minables » : la rémunération moyenne des dirigeants de banques françaises a bondi de 44,8 % en 2010, à hauteur de 865 075 euros par an. Ce sont d'ailleurs des gagne-petits à côté des britanniques. Les revenus des banquiers anglais peuvent valoir en moyenne 65 fois celui de leurs employés ! Quand même si on mesure tout à l'échelle du fric, vous croyez que quelqu'un peut valoir 65 fois un autre ? C'est son temps qui vaut plus ? Mon temps, c'est ma vie. Ma vie vaut x fois moins que celle d'un autre ? Je proteste, et j'espère que ceux qui me lisent aussi : ceux qui s'engraissent avec la spéculation, qui gèrent si mal les affaires du monde mais très bien leurs affaires personnelles, ceux qui vont imposer privations, baisses de salaires, misère, qui vont casser les services publics, exiger des états qu'ils imposent l'austérité aux peuples valent plus que nous ? Au nom de leur engraissement, au nom de leurs profits, nous devons nous préparer à souffrir, à payer, à voir nos vies et celles de nos enfants saccagées ? Parce qu'ils valent plus que nous ? Vous y croyez ?

Comme les nobles du temps jadis, comme les seigneurs dont la vie avait plus de valeur que celle du petit paysan ? Leur pouvoir, ils l'avaient « par nature ». À force de dire qu'ils étaient supérieurs aux autres, les autres l'ont cru pendant des siècles. Ils y croyaient. Puis un jour, ça n'a plus marché. Les yeux se sont ouverts, la noblesse a eu peur.

Vous, vous croyez à une société pareille ? Vous croyez que l'on peut valoir 10, 50, 100 fois plus qu'un autre ? Vous croyez que ces surhommes travaillent 10, 50, 100 fois plus ? Qu'ils créent 10, 50, 100 fois plus de richesses que d'autres ? Qu'ils sont 10, 50, 100 fois plus utiles à la société, à l'humanité ? Si oui, vous avez la foi ! Que Grand Capital vous bénisse !

Rodkol



Disponibles à la librairie du Monde libertaire.

Brèves de combat

Et pendant ce temps-là, les culs de la bourgeoisie twistent...

Près d'un appel sur deux (49 %) au numéro du Samu social, le 115, n'a pas abouti à une solution d'hébergement en décembre, par manque de places, une proportion qui passe à 61 % pour les couples avec enfants, selon le baromètre hivernal du 115.

Ça craint grave pour les étrangers

Les conditions d'accueil et de résidence des quelque 6,7 millions d'immigrés vivant en France se dégradent depuis plusieurs années, qu'il s'agisse de l'accès à l'hébergement, aux soins ou au séjour, selon l'INVS. Prévalence marquée de la tuberculose (la moitié des 5276 cas recensés en 2009), de l'hépatite B (3/4 des patients pris en charge en 2008-2009) et du sida (la moitié des 6700 nouveaux cas de séropositivité). Et en attendant ils triment souvent sans papiers et dans des conditions dignes d'un autre âge.

Razons les zonzons !

L'assemblée nationale a voté le projet de loi sur l'exécution des peines, qui prévoit notamment un accroissement du parc pénitentiaire de plus de 24000 places pour un montant de 3 milliards et demi d'euros. À ce jour, 65262 prisonniers sont incarcérés des 196 prisons françaises, sous un taux d'occupation de 114 %. De plus, l'État n'a toujours pas pris de décisions politiques pour enrayer la progression des contaminations VIH & VHC en détention, ni installé

les PES (Programme d'échange de seringues en prison). Alors, plus de prisons pour mieux y mourir ?

Manif devant le CRA de Vincennes

Environ 150 personnes se sont retrouvées à Vincennes pour aller manifester contre les centres de rétention, en solidarité avec les enfermés. Les flics les ont encerclées, armés de matraques télescopiques et ont isolé trois personnes qui ont été placées en garde-à-vue et libérées après cinq heures et doivent passer en comparution immédiate. À suivre.

Enfin le procès !

Hakim Ajimi est mort « par asphyxie mécanique » selon l'expertise médicale, à l'âge de 22 ans dans les locaux du commissariat de Grasse, où il avait été transporté dans une voiture de police, interpellé un peu plus tôt sur un boulevard du centre-ville par la bac. Sept policiers sont entendus. À suivre.

Politcards de partout, arrêtez la surenchère !

Dans son programme, Eva Joly proposait d'accorder des jours fériés aux juifs et aux musulmans (pour ratisser large, l'écologie brute ne suffisant plus?). Elle n'a convaincu personne, les responsables religieux se disant sceptiques, la gauche lui rappelant les principes de laïcité (les jours fériés chrétiens remontant loin dans le passé). En revanche, Laurent Wauquiez (UMP) n'a pas pu s'empêcher de rajouter après laïcité: « Dans un pays à l'histoire et aux racines chrétiennes. »

Il ne manquait plus que la Le Pen citant Jeanne d'Arc...

Tout un symbole

Le Collectif antifasciste de Lille a organisé ce samedi un rassemblement place Degeyter (compositeur de l'internationale) à Fives pour se « réapproprier le symbole de l'ouvrier ». En effet, il y a trois mois, les groupes de l'extrême droite avaient terminé leur manifestation devant « la demoiselle de Fives » sur la place Degeyter.

L'État méprise la santé mutualiste

A l'appel des comités de soutien, élus, personnels et usagers des centres de santé, près de 600 personnes ont manifesté mardi à Marseille pour réclamer une table ronde sur l'avenir des centres de santé et cliniques mutualistes des Bouches-du-Rhône, menacés de fermeture par la cessation de paiement de leur maison mère, une demande rejetée par les services du préfet.

Ce monde qui commence si doucement à changer !

Aucun patron ne peut licencier un employé parce qu'il porte des boucles d'oreilles au travail (ce qui est le cas d'un serveur d'un restaurant chic). C'est ce qu'a jugé la Cour de cassation estimant que ce motif serait discriminatoire par rapport au personnel féminin car il s'assimilerait à une sanction basée sur l'apparence physique et sexiste.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Météo syndicale



Grève des transport, un omnibus est pris d'assaut, en 1891.

QU'EST-CE QUI AGITE le plus de ce qui reste de mouvement syndical français actuellement ? La tentative des pouvoirs publics d'enfumer le mouvement social, l'annonce du départ de Bernard Thibault de la tête (sic) de la CGT ou le massacre industriel dont la dernière usine Lejaby a fait dernièrement les frais ?

« Produire en France » est un thème dont la campagne électorale fait ses choux gras. Ça rassemble tout le monde et la politique dite « de l'effet d'annonce » ne mange pas de pain. Il suffit de regarder dans le rétroviseur ! Comme le mettait en une un quotidien hexagonal, le *made in France* a fait « *cocoricouac* ». Malgré la mobilisation des salariées au site d'Yssingeaux, la dénonciation du mépris du gouvernement, l'usine a fermé. Toute la production de lingerie part en Tunisie. Sur 450 ouvrières, seules près de 200 conservent un emploi. Pour les autres, le ministre du Travail a déclaré que 98 % du salaire serait maintenu pendant un an, mais ce n'est que l'application de la loi... Un an, et après ? L'emploi n'est pas légion en Haute-Loire. En avril 2010, les sites de Bourg-en-Bresse, Bellegarde-sur-Valserine (Ain) et Rilleuc (Rhône) avaient déjà fermé. Mais la direction avait déclaré : « À Yssingeaux, vous ne risquez rien, vous êtes l'usine pilote ! »

En fait, des licenciements peuvent aujourd'hui avoir un caractère boursier, puisqu'il y a absence de motif économique. Comme le déclarait une ex-députée CGT de l'usine de lingerie Aubade à Saint-Savin (Vienne) : « Il y avait de l'argent et du travail. On a privé des gens de boulot pour aller produire en Tunisie où les coûts de production sont moins élevés et ainsi faire

deux fois plus de bénéfices. » CQFD. Telle est la loi des marchés, malgré les discours électoraux du locataire de l'Élysée aux « forces économiques ». L'assemblée générale des salariées de Haute-Loire a déclaré la semaine dernière : « Nous demandons la mise en place de préretraites à partir de cinquante-cinq ans. Nous voulons une revalorisation des primes de licenciements pour atteindre 10 % des salaires perçus. Nous voulons un plan de réindustrialisation du site d'Yssingeaux. » Elles doivent savoir qu'elles ne doivent compter que sur elles-mêmes et les forces collectives de la solidarité. Comprendre, aussi, que tous les prétendants à la charge suprême ne les instrumentalisent pas beaucoup moins que ce gouvernement qui a encouragé le massacre industriel.

Pour en revenir au « sommet social » de la semaine dernière, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'y a aucune illusion à nourrir ! On espère seulement que cette évidence est claire pour les bien-nommés partenaires sociaux. Comme l'a déclaré le secrétaire de la CGT : « Aucun des droits sociaux n'est à l'abri. » Vous avez dit TVA et miroir aux alouettes ? Sinon, outre l'effet d'annonce de son retrait, Thibault a aussi dit : « Je ne crois pas utile que la CGT dépense trop d'énergie pour convaincre ses adhérents qu'il n'est pas forcément nécessaire de reconduire le président de la République. » Plus d'un militant de base doit quand même se demander le pourquoi de la présence annoncée de Hollande au meeting CGT du Zénith ! Le coup de l'autonomie engagée, on a déjà donné il y a belle lurette.

Torrent Impétueux

SeaFrance

Politiques contre travailleurs



Justhom

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

CE QUI EST DÉSOLANT dans les conflits sociaux qui se déroulent actuellement, c'est de voir et entendre les représentants des boutiques syndicales et les travailleurs faire appel aux hommes politiques et à l'État. Et ça, c'est relayé complaisamment par les médias. Ils vont même jusqu'à rechercher des patrons pour reprendre les entreprises que d'autres patrons ont liquidées avec l'aval des politiques. Et, comme dans la lutte que mènent les marins de SeaFrance qui proposent avec la CFDT de créer une Scop (Société coopérative ouvrière de production), les représentants de l'État mettent tout en œuvre pour pourrir les négociations. Il s'agit, pour ce dernier, de créer un tel sac de nœuds qu'il est impossible de démêler le vrai du faux. Pour qu'au bout du compte, les travailleurs soient désignés comme les seuls responsables de la liquidation de l'entreprise. Par exemple, à Pétroplus, le délégué syndical CGT, dans une sorte de désespoir inconscient, va jusqu'à faire venir sur le site tous les candidats à l'élection présidentielle et toute la faune des élus locaux, départementaux, régionaux, pour se jeter désespérément dans les bras des esclavagistes et des exploités. Le degré de soumission est tel que même les délégués syndicaux font le sale boulot pour le gouvernement en allant jusqu'à proposer au gou-

vernement des repreneurs comme : la société nationale d'Azerbaïdjan ou le Qatar. Aux dires du délégué CGT, l'entreprise à des projets pleins les tiroirs qu'il suffit de lancer. Alors, pourquoi demander à l'État de saisir la raffinerie? Pourquoi solliciter un intermédiaire pour brader ce qui appartient aux travailleurs quand, seuls les travailleurs sont en capacité de faire fonctionner cette entreprise. Les dirigeants liquidateurs ne sont pas des pétroliers mais des financiers et seul compte pour eux le profit. Les conditions sont réunies pour que les travailleurs prennent possession de leur outil de travail. Il suffit qu'ils se libèrent de leurs entraves que sont trop souvent les dirigeants des boutiques syndicales et les élus politiques.

Les travailleurs de M-Réal en sont au même point. Ils s'en remettent aux élus et au gouvernement, ce qui équivaut à forger soi-même les chaînes de la soumission, de l'esclavage et à se donner des maîtres qui n'hésiteront pas à attenter aux libertés, à licencier et à matraquer à la moindre tentative de rébellion. C'est se donner des verges pour se faire battre. Faut-il que l'aliénation qu'ils subissent depuis plusieurs siècles soit à ce point imprégnée dans leurs cerveaux pour qu'ils se considèrent comme des êtres inférieurs et donc incapables de se prendre en

charge sans tuteur ? Cette lutte de classes est cadencée par des responsables syndicaux qui maintiennent les travailleurs dans un état de dépendance. Et ce d'autant que, lorsque les syndicalistes font preuve d'indépendance et d'initiative, c'est le pouvoir politique qui prend le relais.

À cet égard, le conflit des marins de SeaFrance est exemplaire et mérite que l'on s'y arrête. C'est le 16 novembre 2011 que le tribunal de commerce de Paris a refusé l'offre de reprise de Dreyfus armateurs et du danois DFDS, tout comme celle de la Scop présentée par la CFDT. En conséquence, il a prononcé la liquidation de la compagnie de navigation SeaFrance, avec poursuite de l'activité jusqu'au 28 janvier 2012. À partir de là, les ministres aux ordres du petit roi, y sont allés de leurs fantaisies. Ils ont qualifié le projet de Scop de « suicide collectif », voué à l'échec. Ce qui n'a pas empêché les marins de peaufiner le projet. Face à la ténacité des travailleurs qui, dans les tempêtes, savent, contrairement à d'autres marins d'opérette, affronter les éléments déchaînés, les écornifleurs au pouvoir ont fait « machine arrière toute ». Élection présidentielle oblige. Il s'agissait pour le Ponce Pilate de se faire une virginité en rejetant l'échec programmé du sauvetage du navire sur les marins. C'est ainsi que, le 2 décembre 2011, les porteurs du projet de la Scop étaient invités au ministère des Transports. Il s'agissait pour les faquins au pouvoir de discréditer et de démontrer la non-faisabilité du projet pour justifier sa non-intervention auprès des banques afin qu'elles y injectent les 50 millions d'euros manquants. Pourquoi une telle attitude, alors que l'État n'hésite jamais à venir au secours des États industriels ou des banquiers ? Tout simplement parce que l'État et la « maison mère » de la CFDT ne veulent pas et craignent que les travailleurs prennent possession de leur outil de travail et s'en approprient la gestion. En cette période de crise, cela pourrait donner des idées aux autres travailleurs qui luttent pour le maintien de leurs emplois et la survie de leurs entreprises. Le marmouset qui est aux affaires sent bien que la situation peut lui échapper, alors il fait intervenir ses sicaires. Ils font preuve de beaucoup d'ingéniosité et de malhonnêteté. Ils sont prolifiques pour faire en sorte que le projet prenne l'eau et qu'il sombre corps et biens. Ils proposent d'injecter des capitaux publics par le biais des collectivités territoriales, ce qui est juridiquement impossible ; ils demandent à ce que la SNCF rachète les bateaux pour ensuite les relouer à la Scop, ce qui revient à vider de son contenu la coopérative et à déposséder les marins de leurs outils de travail. Comme les tenants du projet se font de plus en plus pressants, ne lâchent pas le morceau et refusent toutes les propositions assassines, les politiques manœuvrent pour amener le bateau en cale sèche. Car, depuis

longtemps, ils ont décidé de saborder le navire et de laisser le marché de transport des passagers à la seule compagnie anglaise P & O. Les faquins rusent à nouveau en proposant la création d'une SEM (Société d'économie mixte), par le financement de l'État, des collectivités locales et territoriales. Les chevaliers d'industrie qui détiennent le pouvoir et l'autorité font dans la magouille la plus vile. Ils ne parlent plus de Scop : il s'agit à tout prix de reprendre la main car ils sentent que leur pouvoir et leur autorité sont en train de basculer en faveur des marins. Il n'est absolument pas question que des travailleurs puissent sortir du carcan de l'exploitation capitaliste en pratiquant l'autogestion.

Les malfrats du gouvernement agissent en concomitance avec les épiciers de la maison mère de la CFDT pour saborder le projet de Scop. Les écornifleurs fricotent leurs affaires à voix basse. C'est ainsi que, par le biais d'une centaine de non-syndiqués, remonte à la surface le projet de reprise de la compagnie Louis Dreyfus armateurs et le danois DFDS. Et voilà qu'en ce lundi 9 janvier 2012, le PDG d'Euro-Tunnel vient au secours de la Scop. Il dit vouloir être majoritaire entre 51 % et 100 % et faire de la Scop l'opérateur de la compagnie. Décidément, ça sent une fois de plus la magouille et le coup fourré. Car le facteur qui détermine la dyna-



mique d'une Scop, et qui en fait la différence fondamentale au niveau de la gestion avec une entreprise de type capitaliste, c'est que la démocratie et les décisions s'appliquent dans le cadre de l'assemblée générale des salariés associés où, selon la règle, une personne égale une voix. Chacun a la même voix quel que soit le capital qu'il détient et sa position hiérarchique. On ne sent pas bien cette proposition dans la mesure où ce bienfaiteur/malfaiteur qui émerge opportunément prétend vouloir être actionnaire majoritaire et faire des salariés de la Scop l'opérateur de la compagnie. Cela ressemble à un hold-up. Puisque Euro-Tunnel ferait main basse sur la compagnie de navigation SeaFrance avec l'argent que les marins auront mis dans le capital de la Scop, et deviendrait propriétaire des bateaux dans la mesure où la SNCF est prête à les brader à bas prix ; ensuite, pendant quelques mois, il exploiterait les marins pour, au bout du compte, revendre en réalisant des bénéfices monstrueux.

Dans le même temps, les mercantis de la maison mère CFDT et son épicier en chef, accusent les marins CFDT de SeaFrance d'être, du fait de leur intransigeance, les responsables de la durée du conflit. Aussitôt, la chattemite Nathalie Kosciusko-Morizet s'est engouffrée dans cette voie d'eau et se félicite qu'il y ait maintenant « deux écouteilles ouvertes ». Or, dans les faits, il n'y a rien de nouveau par rapport au 16 novembre 2011, date de la mise en liquidation judiciaire de la compagnie SeaFrance. On retrouve les mêmes protagonistes. La seule différence, c'est qu'il se sera passé deux mois, et que les argousins ont ouvert toutes les écouteilles pour faire échouer le navire, de telle façon qu'il ne soit plus permis de le renflouer. Les feux sont allumés, la tempête se déchaîne et il n'y a plus personne pour fermer les écouteilles car les rats ont quitté le navire. L'eau pénètre dans tous les compartiments, le navire est en train de couler. Ce soir, lundi 9 janvier 2012, l'injustice de classe est passée et les justiciers ont entériné le sabordage du navire. Les requins tournent autour du navire et attendent le moment propice pour se jeter sur leur proie et la dépecer. Mille sabords de mille sabords ! Marins, ne laissez pas votre sac à quai, prenez possession de vos navires, n'écoutez plus le chant des sirènes qui ne peuvent que vous attirer vers des fonds abyssaux d'où l'on ne revient pas. Appropriez-vous vos outils de travail car vous seuls avez le savoir-faire pour les faire naviguer. Pour cela, il vous faudra vous débarrasser de tous les politiques et des pseudo-syndicalistes bureaucrates qui vous trahissent, afin de vous maintenir dans la soumission et l'obéissance aux chefs. L'heure a sonné. Il y a urgence, pour tous les travailleurs en lutte, d'exproprier tous ces patrons vautours et de se débarrasser une bonne fois pour toute des hyènes politiques. J.

Mayotte

Génèse et évolution des luttes



Lionel et Tibo

NOUS SOUHAITONS REVENIR ici sur le mouvement social qu'a connu Mayotte. Nous n'insisterons pas sur les idées mais plus sous l'angle de la création propre aux Mahorais de leur histoire de lutte. En effet la culture différente ainsi que la nouveauté de la contestation grande ampleur sur l'île en font un laboratoire intéressant sur l'expérience de luttes que peut se faire un peuple. Il ne faut pas oublier que cette colonie n'a connu que peu de grèves et qu'elles ne duraient jamais aussi longtemps (2-3 jours en moyenne).

Un contexte particulier

Ne nous y trompons pas, le mouvement contre la vie chère à Mayotte s'apparentait plus aux émeutes contre la faim qu'à un mouvement anticapitaliste ou anticolonialiste. Les revendications de l'intersyndicale portaient sur la baisse des prix des produits de première nécessité et non sur la sortie de ce système macabre. Pour ce qui est de l'autodétermination du peuple mahorais, le mot d'ordre était plutôt la réclamation des mêmes droits que les autres Français.

Il est parfois difficile pour des Européens comme nous de comprendre les codes culturels si différents qui constituent le contexte de ce mouvement. Tout d'abord les syndicats locaux n'ont rien à voir avec ceux de métro-

pole, ils ressemblent plus aux syndicats français des années soixante. Par exemple la CFDT célèbre pour être jaune parmi les jaunes chez nous a ici été un des acteurs majeurs! Ensuite les siècles de luttes des classes en Europe n'ont pas d'impact sur cette île trop éloignée géographiquement et culturellement! L'absence de partis politiques contestataires restreint «l'opposition reconnue» principalement à l'intersyndicale. Il y a quelques partis nationaux présents qui sont UMP, MODEM et PS. Il existe aussi un parti politique local, le MDM (Mouvement Départementaliste Mahorais) soutenu par l'extrême droite française et les royalistes.

Pour nous libertaires, certaines attitudes des manifestants peuvent choquer: la prière commune ainsi que le chant de *La Marseillaise* devant le drapeau tricolore avant chaque départ en cortège, les discours opportunistes des politiciens, le respect pour «les chefs» de l'intersyndicale et le peu de parole laissé à la base... On peut aussi déplorer les visées électoralistes de certains leaders syndicaux.

Une fois de plus les journaux locaux ont servi ouvertement de mégaphone aux autorités (à l'exception d'Upanga), certains stagiaires de la préfecture étant parfois inclus dans les équipes journalistiques.

Une base forte

C'est «la base» qui, une fois de plus, suscite un intérêt, promulguant pour certains d'autres revendications. On a pu lire entre autres sur les banderoles: «Stop à l'apartheid, nous ne sommes pas des sous français, c'est le colonialisme qu'il faut vaincre...»

Cette grève a permis de faire ressortir un mal être refoulé par les habitants de Mayotte, muselés depuis des décennies par la promesse d'une départementalisation s'ils étaient bien sages!

C'est surtout dans les faits que l'on peut souligner des choses intéressantes. Déjà au niveau de la fréquentation: on a compté jusqu'à 12 000 personnes réunies le 14 octobre, sur une population totale de 200 000 habitants, c'est plus que respectable! Les sans-papiers et les migrants en général ont été très présents tout au long des manifs. Cette exposition consciente à la double peine marque à quel point ces personnes sont prêtes à tout perdre tant leur situation est inacceptable. Les expatriés blancs, eux, n'ont été que peu nombreux, pour diverses raisons, notamment leurs salaires beaucoup plus élevés que les locaux, mais aussi les peurs suscitées, réveillant parfois des sentiments coloniaux introvertis sans nul doute liés à la faible attention historique portée à l'histoire coloniale de la France et de la société française.

De nombreux succès

Un terrain où les grévistes ont excellé, c'est celui de la guérilla rurale. Elle a été particulièrement efficace pour bloquer les voies d'accès au port de Longoni, poumon économique de l'île fortement dépendante de l'import. On a pu voir des blocages sur les quelques routes de l'île avec des carcasses de voitures ou des poubelles en feu. Les barages avec des arbres en travers de la route réapparaissent un peu plus loin sitôt dégagés. Sur ce terrain, les locaux avaient un avantage net sur les gendarmes mobiles réunionnais et métropolitains (jusqu'à cinq compagnies déployées), connaissant peu le terrain et ne pouvant se mouvoir comme à leur habitude (peu de routes). Des victoires, il y en a eu de nombreuses avec notamment plusieurs gendarmes mobiles contraints de s'enfuir en courant face aux jeunes de Dzoumonié, leur laissant récupérer le matériel répressif (gants de sécurité, lacrymo). Ou encore cette nuit où une dizaine de jeunes grévistes armés de batons ont assailli l'hôtel de Trévani où résidaient les gendarmes mobiles: surpris et désorganisés, les farces de l'ordre n'ont eu d'autres alternatives que de fuir par la plage. Il est difficile de trouver des véhicules de police avec toutes ses vitres intactes. Même le préfet a été caillassé dans sa voiture suite à une de ses interventions médiatiques. Qui n'en a jamais rêvé?



Un mouvement violent?

Ce mouvement a souvent été qualifié de violent par les expatriés blancs. C'est sûr que, par rapport à nos codes de bienséance judéo-chrétienne et à l'hypocrisie journalistique sur toute contestation, y a de quoi dire! Mais il faut imaginer ce à quoi les mahorais peuvent faire référence. Ils ont d'abord connu la carotte départementalisation, puis au premier gros rassemblement c'est flashball (1 mort et plusieurs mineurs touchés au visage), lacrymos, blindés antiémeute au deuxième jour... Ne serait-ce pas de la légitime défense face à cette république bananière? Compte tenu des références qu'ils connaissent depuis plus d'un siècle de colonialisme, n'est ce pas une réponse adaptée à tant de mépris? Ce qui a beaucoup surpris l'État, c'est cette démonstration qu'il n'a pas le monopole de la violence acceptable, rappel qu'il n'a pas eu depuis longtemps de manière si intense.

Pour résumer, forces de l'ordre qui reculent devant les manifestants, le plus haut représentant de l'État sur place caillassé, une forte mobilisation tant dans la durée (43 jours) que dans le nombre, outils du capital incendiés, pillés ou bloqués. Ne serait ce pas à nous avec nos siècles d'expérience de lutte de nous inspirer de l'exemple de ces «novices»? Maintenant, c'est le sabotage qui fait une entrée remarquée avec les grévistes de la compagnie d'Électricité de Mayotte qui coupent tous les jours le courant pendant au

moins deux heures dans la semaine des fêtes de fin d'année (notamment à 20 heures le 24 décembre et le 31 décembre). Tant d'agitation avec un mépris du qu'en dira-t-on médiatique n'est pas sans rappeler les luttes syndicales du début du xx^e siècle en France. Est ce qu'un retour aux sources pourrait être salvateur pour nous en métropole?

Évolutions possibles?

Cette grève a permis dans les faits certaines situations qui feraient rêver beaucoup d'anticapitalistes métropolitains: deux semaines sans argent dans les distributeurs automatiques et les banques fermées (plus d'argent liquide), aucun grand magasin ouvert pendant 5 semaines à l'exception de quelques jours, ceci entraînant un retour imposé à la consommation de l'agriculture locale, une entraide entre voisins avec partage des ressources et le développement de la solidarité. La question de l'autosuffisance alimentaire a été remise à l'ordre du jour. Actuellement Mayotte s'alimente essentiellement grâce à l'import.

La prise de conscience politique de ce peuple est encore débutante. Mais depuis avril 2011, la désillusion progressive face au mythe de la départementalisation salvatrice de tous les maux nous promet à l'avenir de belles perspectives de lutte sur Mayotte. Espérons que l'anticolonialisme et l'anticapitalisme seront au programme.

L. et T

Barcelone, la

TMB 51 : usagers des transports en grève

À BARCELONE C'EST REPARTI comme en 1951. L'histoire ne se répète peut-être pas, mais elle bégaie fortement. Cette année-là, une hausse de 40 % du prix des tramways avait déclenché la première grande grève sous la dictature de Franco. Affiches et tracts étaient réapparues, invitant la population barcelonaise à boycotter les transports en commun de cette façon : « Sois un bon citoyen, montre ton courage, rends-toi à pied à ton travail. » Appel immédiatement suivi : les transports publics perdirent immédiatement 97 % de leurs usagers, la grève/boycott dura deux semaines et donna lieu à de durs affrontements avec la Garde civile, qui firent de nombreux morts. Ce fut également l'occasion de voir réapparaître au grand jour les organisations antifascistes (dont la CNT) ; devant l'ampleur de ce mouvement, les autorités annulèrent purement et simplement l'augmentation de prix. Dans la foulée Josep Maria Albert i Despujol (alors maire de Barcelone) et Eduardo Baeza y Alegría (gouverneur civil) furent destitués ; c'est qu'entretemps ce mouvement avait débouché sur d'autres grèves dans différents secteurs (notamment dans la métallurgie) et dans d'autres régions d'Espagne.

Aujourd'hui rebelote. La TMB-ATM¹ applique une augmentation de 38 % du prix du ticket de métro (ce qui en fera le plus cher d'Europe). Cela dans un contexte de crise (toujours la crise !) et s'ajoutant aux nombreuses coupes budgétaires réalisées ou annoncées en Espagne. Aussitôt un mouvement de protestation et de refus de cette augmentation est né par le biais des réseaux sociaux, et s'est donné le nom de TMB-51 en référence explicite à la grève de 1951. Comme quoi on peut être indigné, avoir de la mémoire ou connaître l'histoire sociale de son pays.

TMB-51 précise, comme le mouvement 15 M² dont il est en grande partie issu, qu'il s'agit d'une initiative de citoyens agissant de manière individuelle, indépendamment des partis ou syndicats, même si certains d'entre eux peuvent être membres d'un parti, d'un syndicat ou d'une association. Mais par-dessus tout TMB-51 se revendique ouvertement de la grève des usagers des transports publics de 1951.

Une première journée d'action a eu lieu le 10 janvier, une autre était prévue le 17 janvier mieux coordonnée : pour le moment TMB-51 est structurée en une trentaine d'assemblées de quartiers et d'indignés. La proposition d'action consiste donc à boycotter les transports en commun ; pour cela le collectif a eu le souci du détail



en fournissant quelques indications et conseils pratiques.

Petits déplacements : les effectuer à pied (avec rappel des bienfaits de la marche pour la santé)

Déplacements moyens : en rollers, skate, patinette, vélo (et de préférence en groupe)

Grands déplacements : en voiture (covoiturage évidemment), ou en moto ; conseil pour tous de se munir d'un casque au cas où une moto justement se propose de vous transporter.

Parallèlement à ce boycott, un appel à la solidarité des travailleurs du métro a été lancé pour qu'ils bloquent les tourniquets d'accès en position ouverte (enfin les transports libres et gratuits !). Dans la foulée une association s'est créée : Memetro propose – moyennant une cotisation mensuelle de 5 euros – de prendre en charge les éventuelles amendes infligées aux usagers sans titre de transport. Le mot d'ordre de ne pas utiliser les transports publics (ou de ne pas les payer) a tout de suite été entendu : 8 000 inscrits ou « followers » sur Facebook et Twitter, 30 000 visites sur le site de TMB-51. Pour mieux comprendre ce phénomène, il suffit de comparer d'une part le prix du ticket de métro : en France : 1,70 euros ; en Espagne : 2 euros. Et d'autre part le montant du salaire mensuel minimum : en France : 1 365 euros ; en Espagne : 641 euros.

Par ailleurs, tout ceci intervient dans un climat « détestable ». On apprend en effet que la société métropolitaine (TMB) compte près de

300 postes « politiques » dont la rémunération est fixée dans la plus grande confidentialité. Ces « hautes » fonctions représentent 7 % du personnel et leurs émoluments 14 % de la masse salariale. Pour en rajouter une louche, on apprend aussi que 90 responsables de l'AMB³ se sont répartis 800 779 euros d'indemnités rémunérant leur présence aux diverses réunions. C'est d'ailleurs au cours d'une de ces réunions qu'a été décidée l'augmentation du prix du billet de 1,45 à 2 euros, ainsi que le licenciement de 36 salariés précaires dont les CDD n'ont pas été transformés en CDI, comme c'était initialement prévu après leurs deux ans de travail temporaire. Mais bien entendu, c'est pour « faire face à la crise » que ces têtes pensantes ont pris de telles décisions.

Juste un détail : l'un de ces 90 conseillers/responsables est Xavier Trias maire de Barcelone, et c'est lui qui décroche la timbale puisque, pour avoir participé à 29 réunions dans l'année, il a touché 36 800 euros (1 269 euros la réunion tout de même !) qui s'ajoutent à son salaire de maire (110 000 euros). Je vous rassure quant au sort des 89 autres maires : leur participation à ces réunions leur permet pour la plupart d'entre eux de doubler le montant de leurs revenus. Et ceci évidemment, quelle que soit leur couleur politique : CIU, PSC, PP, ICV⁴, tout ce petit monde s'entend pour joindre l'utile (le bien du peuple ?) à l'agréable (leur bien personnel !)

Nous sommes loin évidemment d'une grève générale, mais ces révélations ahurissantes au milieu des hausses de tarifs décidées et imposées par les possédants, insupportables par leur brutalité et leur cynisme, pourraient déboucher sur un mouvement de grande ampleur comme en 1951. Comme disait l'autre : « Quand c'est insupportable, on ne supporte plus ! »

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. TMB : Transports métropolitains de Barcelone (équivalent de la RATP pour Paris) ATM : Autorité de transport métropolitain (équivalent pour l'Ile de France de la Stif). C'est elle qui fixe les tarifs.

2. 15M : abréviation par laquelle on désigne le mouvement des indignés espagnols né à Madrid le 15 mai 2011.

3. AMB : zone d'extension des transports en commun à la grande banlieue barcelonaise.

belle rebelle

Okupations : collectifs contre les expulsions

L'ESPAGNE COMPTE AUJOURD'HUI trois millions de logements vides (anciens, neufs ou non terminés), mais aussi de plus en plus de gens à la rue ou mal logés : cherchez l'erreur. Il faut savoir qu'actuellement 300 familles sont expulsées chaque jour, conséquence d'une crise qui n'en finit pas de ravager ce pays. La plupart des emprunts (85 %) l'ont été à taux variable. Avec l'augmentation démesurée de ces taux, plus moyen de rembourser, les banques récupèrent les logements et les emprunteurs se retrouvent à la rue, en étant toujours redevables de la dette contractée auprès de ces banques. Devant cette situation générale, des collectifs se sont mis en place pour lutter contre les expulsions et/ou recaser des familles dans des squats. Les plus connus de ces collectifs sont Okupa, Miles de Viviendas (Des Milliers de logements) ¹, 500x20 qui tire son nom de sa principale revendication à savoir obtenir 500 logements au loyer inférieur à 20 % des revenus de leurs habitants. Ces mouvements se sont développés depuis les années quatre-vingt, avec une certaine efficacité. Au départ, il s'agissait simplement d'occuper des édifices ou des locaux vides, qu'ils soient publics ou privés, à l'instar des squats qu'on peut connaître dans d'autres pays. Mais ces quatre ou cinq dernières années, le mouvement s'est amplifié avec la crise (entre autre immobilière) subie par l'Espagne.

Les collectifs dont nous parlons s'opposent régulièrement à toutes les expulsions avec un certain succès, malgré les interventions policières qui donnent lieu à des affrontements. Quant à ceux qui se retrouvent malgré tout à la rue, les collectifs les aident à trouver et à occuper des espaces vides, abandonnés provisoirement ou définitivement. Ils dénoncent par la même occasion l'abandon de ces bâtiments pour des buts souvent spéculatifs. La forme d'occupation n'est pas anodine : elle est principalement autogestionnaire et entend préfigurer les rapports qui s'instaureront au sein d'une population dans une future société, non capitaliste. C'est pourquoi presque systématiquement, on voit se créer dans ces squats des activités politiques et culturelles, allant de l'organisation de débats théoriques à des représentations théâtrales, ou de danse, à des concerts ou récitals poétiques etc., tout ceci s'inscrivant dans la tradition des athénées libertaires.

Devant la prolifération des occupations, la législation espagnole s'est « enrichie » en 1996 d'une nouvelle notion sous le nom de « délit d'usurpation ». Mais rien n'y a fait, les occupa-



tions ont continué et se sont développées tout naturellement en même temps que la crise produisait de nouveaux « sans-logis ». Ce qui explique aussi la sympathie certaine de la population vivant dans les quartiers où sont situés ces nombreux squat (ou centres sociaux pour parler okupant), c'est le fait que désormais on n'y trouve plus seulement des militants squatters, mais aussi des familles entières que les services sociaux, complètement débordés, ne peuvent plus reloger dans des « hôtels d'urgence » (qui ne peuvent de toute façon les héberger que trois jours maximum).

À Barcelone, dans le quartier de Ciutat Meridiana, comptant 11 000 habitants, ce sont 400 familles qui sont menacées d'expulsion : les locataires payaient leur loyer au propriétaire qui, lui, ne remboursait pas son emprunt à la banque. Résultat, la banque expulse tout le monde. Les voisins solidaires se rassemblent et s'opposent aux forces de l'ordre. Dans d'autres quartiers comme Nou Barris, les habitants cuisinent et partagent une « paella populaire citoyenne » et relogent des familles avec le soutien de la Maison des jeunes, l'Athénée populaire de Nou Barris, l'Association de voisins, etc. Dans le quartier de Poble Sec, trois manifestations sont organisées autour de trois thèmes : la première vers l'université du Raval (concernant l'éducation), la deuxième vers l'hôpital del Mar (concernant la santé), et la troisième vers le quartier Nou Barris (concernant le logement).

Depuis 1989, on a dénombré 445 centres sociaux (immeubles occupés) dans Barcelone et sa banlieue. À cet effet, un bureau d'okupation a été créé, qui entend être un outil politique dont

le but est de rassembler et d'échanger les informations, expériences, besoins, de répertorier tous les cas d'expulsion ou de mal-logement, ainsi que les avocats plus ou moins sympathisants de cette forme de résistance, et regrouper aussi les jugements rendus. Tout ceci facilitant et popularisant cette pratique d'okupation qui développe l'entraide.

Élément nouveau : à Barcelone, le 7 novembre dernier, une décision de justice a reconnu comme légitimes les occupations d'immeubles vides liées « au chômage des jeunes, au difficile accès au logement, à la spéculation urbanistique et aux alternatives autogérées » (je souligne évidemment cette ultime formulation du juge d'instruction). Cette décision découlait de l'article 47 de la Constitution qui déclare que : « Tous les Espagnols ont le droit de jouir d'un logement digne et adéquat. »

Malgré ces envolées lyriques à faire baver d'envie notre DAL hexagonal, la réalité est rude, le chômage continue d'augmenter contrairement aux salaires (minimum mensuel garanti pour un salarié espagnol : 641 euros), les coupes budgétaires succèdent aux coupes budgétaires... Nous sommes toujours dans le monde merveilleux du capitalisme. Encore longtemps ?

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

* Voir le Monde libertaire n° 1647 : Squat le Koala, et n° 1648 : Squat, la ville est à nous.

Occupy !



Charles Reeve

Contre le copyright des luttes ouvrières

La capacité du mouvement Occupy à établir des liens avec des secteurs ouvriers a élargi ses perspectives et modifié sa dynamique. L'exemple le plus éclairant est évidemment celui d'Oakland. Le 2 novembre, la grève générale bloquait le port et une partie du secteur bancaire pendant une journée. Un mois plus tard, le 12 décembre, à l'appel d'Occupy Oakland, un nouveau mouvement de grève – en solidarité avec une grève locale du syndicat des dockers – a touché tous les ports de la côte ouest des États-Unis, de San Diego à Anchorage. Il importe, tout d'abord, de ne pas verser dans l'idéalisation de ces événements. Ainsi, le 2 novembre, le port a été paralysé par la manifestation de rue plutôt que par la grève, à laquelle n'ont participé qu'un nombre limité de salariés. Bien que des délégués du syndicat des dockers aient exprimé leur solidarité, le port a été fermé par décision de sa direction afin de désamorcer la confrontation. La mairie a elle aussi « toléré » la participation des travailleurs à la manifestation.

Toutefois, cette réalité contrastée ne doit pas diminuer l'énorme portée et les potentialités d'une telle action dans une société peu habituée à l'action collective.

« Pour la plupart d'entre nous, des générations nous séparent de toute expérience directement vécue de confrontation avec le capital sur les lieux de travail, et encore plus d'un

événement de grande envergure, à l'échelle d'une ville, découlant d'actions des travailleurs. Depuis des dizaines d'années, nous subissons une campagne d'opérations psychologiques de la part de la société de consommation qui nous dit que nous sommes tous de la « classe moyenne ». [...] Ces phénomènes nous transforment peu à peu en individus atomisés au sein d'une société de marché et ont pour effet d'empêcher l'émergence d'une hostilité généralisée, consciente, irréconciliable et collective à l'encontre de nos exploitateurs et des mécanismes politiques et idéologiques de leur pouvoir. [...] Le simple fait d'avoir entrepris une sorte de grève générale à Oakland en novembre 2011 peut permettre à un public plus large, à la fois dans la région et dans tous les États-Unis, de prendre conscience du potentiel de ce type d'action! »

L'idée de grève donne en effet une orientation nouvelle au mouvement Occupy, affaibli par la répression policière contre les campements et les occupations d'immeubles; elle traduit en action la conscience du fait que les 99 % peuvent bloquer la production de la richesse qui est à la base du pouvoir du 1 %. Le 12 décembre, des milliers de manifestants réussissaient à bloquer totalement les ports de Portland et de Longview, et partiellement celui d'Oakland. Et, partout ailleurs, des piquets de grève étaient présents sur les quais.

À New York aussi, la présence de nombreux travailleurs à Zuccotti Park et le soutien – prudent il est vrai – de syndicats locaux ont débouché sur des actions. Après le blocage de Wall Street, des groupes de Occupy Wall Street

(OWS) sont allés renforcer les piquets devant des sièges d'entreprise (Vierzon, Sotheby's) où des salariés protestaient contre les mesures d'austérité. D'autres, reprenant une forme d'action commencée à Chicago, ont installé leurs tentes dans les halls de grandes banques avant d'en être expulsés par la police. Citons également l'organisation de débats dans l'enceinte de stations de métro, le 17 novembre, action menée avec des travailleurs du syndicat des transports publics. Le même jour, toujours à Manhattan, la grande manifestation de protestation contre l'expulsion de Zuccotti Park a été chaleureusement accueillie par les passants et le cortège d'OWS a fini par fusionner avec celui des syndicalistes sur le pont de Brooklyn.

Aux États-Unis comme en Europe, la coopération entre les activistes des nouveaux mouvements et les syndicalistes est très délicate, pour ne pas dire conflictuelle. L'initiative, l'énergie et l'imagination créative sont désormais du côté des jeunes activistes et non des appareils syndicaux sclérosés. Ceux-ci, par leur nature même, ne peuvent dépasser l'étroit cadre revendicatif national en réaction aux orientations libérales du capitalisme. Les directions bureaucratiques se protègent de ces mouvements, voire incitent à leur criminalisation. C'est le cas en Grèce et au Portugal. Aux États-Unis, les chefs syndicaux qui ont du mal à mobiliser les travailleurs adoptèrent, dans un

premier temps, une posture de solidarité sui-
viste cherchant à tirer bénéfice de l'énergie des
mouvements.

Avec les développements sur la côte ouest,
leur attitude a changé et ils expriment désor-
mais la crainte de perdre le contrôle de «leur»
base, les travailleurs les plus combattifs re-
joignant les actions d'Occupy. Pour le dirigeant
du syndicat des dockers :

« Apporter un soutien aux dockers est une chose, que des
groupes extérieurs cherchent à récupérer notre lutte pour
mettre en avant leurs objectifs, c'est autre chose! ² » Les
activistes d'Occupy répondent : « On ne récupère
pas de luttes ouvrières, nous faisons partie de la classe
ouvrière ». Et encore : « Ceux qui sont dans le mouve-
ment Occupy sont aussi la classe ouvrière, et ces luttes sont
nos luttes. Personne n'a le copyright des luttes ouvrières. »

Le fait est que ces nouveaux mouvements
soulèvent des questions que les prolétaires les
plus conscients se posent, sans trouver réponse
dans les organisations bureaucratiques³.

Ain't no Party like an Occupy Party

Il est surprenant de voir se généraliser un
mouvement qui se réclame de luttes lointaines
dans cette société traditionnellement repliée
sur elle-même et vivant dans la méconnaissance
du monde extérieur. Déjà, au moment
des manifestations dans le Wisconsin, on avait
vu éclore des pancartes renvoyant à la situation
en Égypte : « Je rentre d'Irak et je me trouve en Égypte! »
Le mouvement OWS s'est revendiqué, dès ses
début, des révoltes grecques et des « indignés »
espagnols, dont il a repris le modèle
d'auto-organisation des acampados, sous des
formes modulées par le sens pratique nord-
américain⁴. En quelques jours, à New York et
ailleurs, une organisation complexe a été mise
sur pied, des cuisines aux services médicaux et
à la fameuse bibliothèque de rue comportant
des milliers d'ouvrages. Pour comprendre la
signification réelle de cette auto-organisation,
il faut garder à l'esprit la décadence d'une
société où les bibliothèques sont rares et où les
centres de santé ferment, où l'entraide est
asphyxiée par la violence du droit du plus fort.
C'est pourquoi, au-delà des activités d'auto-
organisation, les campements sont devenus des
lieux de joyeuses pratiques collectives d'une
vie différente. Et c'est aussi pourquoi la des-
truction par la police de New York de ce village
et lieu de discussion permanente au cœur du
monstre urbain, sous les fenêtres de Wall
Street, porte en filigrane ce message : tout ce
qui est dangereux pour le système n'a pas le
droit d'exister. D'autant qu'Occupy a mis en
avant un projet inconciliable avec la société
capitaliste, celui d'une collectivité non hiérar-
chique et sans revendication, et qui est régie,
tout au moins en théorie, par des pratiques de
démocratie directe.

Dans le fonctionnement des campements
surgissent inévitablement des déviations par
rapport aux principes revendiqués, des pro-
blèmes de manipulation, des actions et des
pratiques qui contredisent le projet égalitaire.
Des mini-bureaucraties se sont constituées ici



et là. Toute une panoplie d'organisations, grou-
puscules et sectes ont en effet débarqué qui,
par leur nature même, cherchent à contrôler,
donner des conseils, des leçons aux masses.
Totalement spontané par rapport à ces
groupes, le mouvement Occupy semble avoir
réussi à les maintenir à distance sans pour
autant rejeter leur présence.

Dans la mesure où l'idée de démocratie de
base est largement adoptée par les assemblées,
les velléités bureaucratiques des chefs stratèges
peinent à s'affirmer. À ce titre, la méthode du
« microphone humain » est novatrice ; elle
exprime un rejet des techniques modernes de
diffusion de la parole, renforce le sentiment de
collectivité, permet surtout de limiter la lon-
gueur des interventions des militants. La
conscience de la manipulation politique est
aujourd'hui très répandue, elle est un aspect
du rejet de la politique traditionnelle. Un slo-
gan à Zuccotti Park délimitait la place des
avant-gardes : « Aucun parti ne ressemble à un Occupy
Party! », autrement dit, la direction du mouve-
ment est dans sa pratique. Pour reprendre une
pertinente remarque du participant cité plus
haut : « Il n'est pas dit que toutes les formes de démocratie
à Zuccotti soient si vides que ça. On pourrait soutenir que
l'élément principal ayant contribué à l'élargissement de l'oc-
cupation n'est ni la nouveauté d'un mouvement de protesta-
tion de la gauche aux États-Unis, ni les slogans accrocheurs
des adbusters (casseurs de pub) ⁵ et les jolies affiches, ni
même la détermination avec laquelle les occupiers tentent de
construire un petit monde à eux dans le parc. Ces différents
éléments auraient pu tout aussi bien susciter du cynisme,
surtout chez les New-Yorkais. De fait, pour les milliers de
gens qui ont visité le parc, l'élément clé semble avoir été l'ex-
périence des assemblées générales elles-mêmes. On peut diffi-
cilement surestimer l'importance d'une telle expérience dans
un contexte où la majorité des gens n'ont jamais participé à
une réunion au cours de laquelle quiconque les a écoutés. Dès
lors que ce qu'ils écoutent, ce sont le plus souvent des histoires
de gros problèmes économiques (même s'ils sont plus ou
moins durs), vécus par tous mais systématiquement occultés
dans les médias, on peut affirmer que ce qui se déroule dans
le parc dépasse une « simple forme » ⁶. »

C. R.

1. Lettre d'un ami.

2. « The Port Actions, Occupy Oakland Texts Labor
Leaders », *The New York Times*, 13 décembre.

3. Pour un point de vue de la gauche syndicale, Jane
Slaughter, « Why the Occupiers have gained more
support than Unions », *Labor Notes*, 17 novembre,
www.labornotes.org.

4. Des activistes d'OWS avaient participé à Madrid,
aux mobilisations des « indignés ».

5. Site canadien actif à l'origine de Occupy Wall
Street. www.adbusters.org.

6. Lettre d'un autre ami.

Trois ans derrière des murs pour une simple gifle

LES CÉVENNES sont de basses montagnes couvertes de pins et de châtaigniers, où aucune agriculture industrielle n'est possible. Le cultivateur tend à y disparaître, remplacé par le bobo du Nord. Les éleveurs de chèvres continuent à y faire du pélardon. Ceux de brebis envoient le lait à Roquefort, et abattent les bêtes au moment de l'Aïd, pour les travailleurs marocains.

C'est ainsi que vivait Alain, berger d'un troupeau d'une soixantaine de moutons. Il n'était pas exactement de Malons (sa commune d'adoption), puisqu'il était de la DDASS, mais s'y était installé il y a quatorze ans. Il ne buvait pas, ne fumait pas (à part quelques joints quotidiens d'herbe locale) et, quand il redescendait au village, menait une vie rangée, entre sa compagne et leur petite fille.

On a beau vivre dans la nature, il arrive qu'on aille à l'hôpital. C'est ce qui arriva un jour à Alain, heureusement pas longtemps, rien de grave.

À son retour, il n'avait plus de troupeau. Tous les moutons avaient été abattus, à la demande du maire, parce qu'ils étaient sans surveillance et menaçaient d'aller brouter l'herbe d'autrui.

On ne discutera pas la décision du maire. Peut-être agit-il sagement, en l'occurrence. Mais certainement pas amicalement. Il aurait pu au moins prévenir.

Alors que là, la surprise fut totale. Et l'exaspération aussi. Alain alla trouver le maire et, d'un propos discourtois à l'autre, d'un nom d'oiseau à celui d'autres animaux plus ou moins sympathiques, le ton monta. Si bien que le berger finit par allonger une paire de gifles au premier magistrat de la commune.

On a toujours tort de s'énerver. Le maire porta plainte, et Alain, à peine sorti de l'hosto, se retrouva en taule.

Son avocat n'avait pas inventé l'eau tiède. Au tribunal correctionnel d'Alès, il plaida le nervosisme de l'accusé, si bien que le juge, convaincu d'avoir affaire à un énervé de naissance, ordonna l'hospitalisation d'office dans un établissement *ad hoc*.

Alain se retrouva donc, après dix-huit mois de préventive, au quartier pénitentiaire de l'HP Carrairon, à Uzès, où il eut tout le loisir de regretter la quiétude des maisons d'arrêt, entouré qu'il était de quelques psychopathes particulièrement inquiétants.

Heureusement, personne, parmi les per-



sonnels de cet établissement, ne consentit à le reconnaître fada.

Le juge des libertés fut saisi et, se conformant à l'avis des experts, prononça l'élargissement d'Alain. C'était un vendredi. Le parquet fit aussitôt appel, lequel fut dans la foulée fixé au premier jour ouvrable suivant, lundi 12 décembre, à 10 heures du mat'. Alain ne put ni préparer sa défense, ni même avertir un avocat. En revanche, ce lundi-là, on avait trouvé un nouveau psychiatre qui, contrairement aux autres, pensait qu'il fallait garder Alain à l'hosto.

Ce n'est pas qu'il l'avait trouvé déséquilibré. Non, il écrivait même, dans son rapport : « Monsieur Paya [c'est le nom d'Alain] est adapté dans une situation qu'il refuse (l'h o) mais ne pose pas de problème d'opposition et de trouble du comportement. »

Oui, mais voilà. Ce n'était pas tout. D'abord, il y avait les cheveux « crépus et emmêlés évoquant la coiffe rasta » et une apparence trop raisonnable pour être honnête « lisse dans ses réponses, ce qui peut renvoyer à une forme de réticence... » Le tout, avec un passé franchement louche : « Concernant son enfance (en famille d'accueil), il ne signalera pas d'événement particulier. De la même manière, à l'adolescence, il n'évoquera pas de dysfonctionnements sociaux ou relationnels. Cependant, il a arrêté l'école à quatorze ans et a travaillé à la ferme familiale. »

Quand on a grandi orphelin chez des pauvres, peut-on se prétendre sain d'esprit ?

Et a fortiori lorsqu'on n'a pas fait fortune plus tard : « Il dit qu'il n'avait aucun problème social, ni n'ayant besoin de soin psychiatrique et laisse penser qu'il avait obtenu un équilibre personnel, se contentant de peu dans un contexte qui paraît précaire. »

Car, en effet, le pauvre est une variété d'associal qui, lorsqu'il a un peu de bons sens, demande à être assisté médicalement pour supporter son état. En conclusion, l'expert s'avoue bien embêté : « Nous nous trouvons là devant un problème complexe à savoir que [...] Monsieur Paya est adapté et ne présente pas de problème majeur ni de nécessité de traitement, si ce n'est qu'il se sent mal dans un milieu de maladie mentale. »

Et si vous voulez savoir quel est ce problème complexe, il n'est que de se reporter à la question finale posée par le tribunal : « Dire si les troubles mentaux dont est atteint Monsieur Paya compromettent la sûreté des personnes et portent atteinte, de façon grave, à l'ordre public. »

Le psy n'a même pas eu besoin de se contredire pour trouver à Alain des troubles mentaux. Le tribunal s'en était chargé à sa place. Il lui a suffi de reprendre les termes de la question dans sa réponse : « Les troubles mentaux dont Monsieur Paya est atteint compromettent la sûreté des personnes désignés dans son processus persécutif et par conséquent peuvent porter atteinte de façon grave à l'ordre public. »

Processus persécutif car Alain, au cours de l'entretien, avait prétendu qu'on s'acharnait sur lui parce qu'il avait giflé un élu au bras long, de surcroît magistrat.

Le tribunal, quant à lui, s'appuyant sur la seule expertise qui confirmait ce qu'il voulait penser d'Alain, reconduisit la mesure d'enfermement en hôpital psychiatrique. Laquelle commence à faire long, pour deux claques.

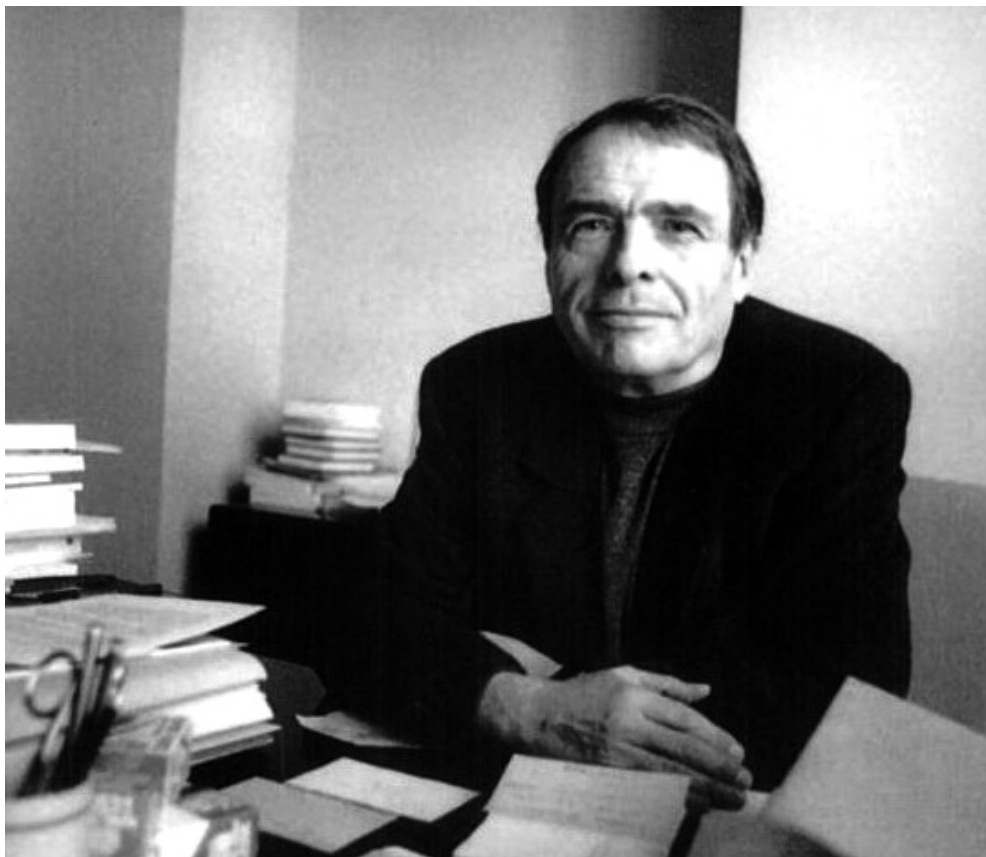
Trois ans de placard, déjà. D'abord la taule, dix-huit mois en tout depuis 2008, et ensuite l'HP, dont il n'est pas près de sortir. Pour un homme considéré par tout le monde, y compris le psy qui l'a renvoyé à l'asile, sain d'esprit.

Mais qui persiste à ne pas admettre qu'on n'a jamais eu aucun tort à son égard. Ce qui prouve sa folie, imperceptible mais tenace. La même qui nous menace tous, à l'occasion. On croyait l'épidémie presque éteinte depuis celle qui avait emporté tant de dissidents dans l'URSS brejnévienne. Elle se manifeste à nouveau dans la France sarkozyste.

Gérard Amaté

Pierre Bourdieu

Dix ans, déjà !



Archibald Zurvan

et l'équipe de Chronique Hebdo

EN JANVIER 2002 disparaissait le sociologue « de combat » Pierre Bourdieu. Le bilan de cette décadente décennie est lourd. Depuis ces dix années, « eh oui Gaston, ça n'a pas tellement changé. On peut même dire que ça a empiré, tous les « peineux » sont plus peineux qu'avant, quant aux rupins, c'est pire que le chien, ça r'pousse tout l'temps », comme le chantait, en s'adressant au chansonnier Gaston Couté, notre ami Jean Claude Mérillon.

À Radio libertaire, le premier mars 2001, nous recevions Pierre Bourdieu dans l'émission « Chronique Hebdo » consacrée depuis des lustres à l'analyse de l'actualité à travers des lunettes anarchistes (<http://chronique-hebdo.blogspot.com/>). Ce sociologue, qui savait « ouvrir sa gueule » n'avait pas que des amis, sauf peut-être ceux dont on demande à être « protégés », selon la formule bien connue : « Protégez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge. » Cette cohorte de petits esprits savaient manier l'injure avec élégance : un certain Mongin, directeur de la revue *Esprit* le traitait de « singe savant, chef d'une voyoucratie intellectuelle ». Le directeur de la revue *Les temps modernes*, un dénommé Lanzmann, l'avait baptisé le « Cardinal Ratzinger de la Science ». Comparer Bourdieu à un successeur de bour-

reau, ce « préfet de la Congrégation pour la doctrine de la Foi », nouvelle appellation du chef de l'Inquisition, témoignait du niveau de décomposition qu'avait atteint la revue de Sartre. Quant à nous, valeureux guerriers de la pédagogie anarchiste, il nous fallait sauter sur l'occase !

Un délégué de la papauté, un cardinal chez les anarchistes, c'était le scoop de la nouvelle année. Quant à la cohorte des mal-faisants, on allait voir si, pour célébrer les dix années de « pensée » sans Bourdieu, ils allaient, une fois de plus, se trainer dans la boue, en se faulant dans le groupe des amis ou admirateurs pour lui rendre hommage. On savait que, de nos jours, la « repentance » est « tendance ». S'absoudre soi-même de ses errements ou de ses crimes est plus simple que de demander aux victimes ou à leurs descendants leur opinion sur ce geste. Pour Spinoza, la pratique de la repentance n'était que le redoublement de la faute.

Pierre Bourdieu, lui, n'avait rien d'un fou de Dieu, d'un cardinal : il avait toute sa raison. Son combat multiforme s'inscrivait dans une vaste perspective. Dessiller les yeux et les oreilles, désenfumer les cerveaux, stimuler les luttes des dominés en braquant le projec-

teur sur les armes des dominants, tel furent les passions de toute une vie. Il lui fallait décrire l'arme de la résignation religieuse ou doctrinale ; celle de la soumission à un « petit père des peuples », mais également l'art d'enfermer ceux qu'il désignait comme « dominés » dans la fatalité d'un état de fait interdisant tous les possibles.

Raisons d'agir

C'est dans ce contexte qu'était née en 1996 « Raisons d'agir ». Collection éditoriale, c'était surtout un programme de pédagogie active, de production d'ouvrages de critique sociale, dans une langue la plus simple possible, accessible à tout un chacun. C'était, en même temps, un stimulant pour l'action, mais une action élaborée à partir d'une ou plusieurs idées et fondée sur la raison. Il ne s'agit pas de faire de l'activisme, d'agir pour agir. On retrouve ici l'un des fondements de la philosophie et de l'entreprise anarchistes. Comme il le souligne lui-même : « On a trop identifié l'action à une espèce de précipitation. On se jette dans l'action, on réfléchit après. Je pense qu'il est important d'avoir des raisons élaborées, réfléchies, construites. » Au moment où nous l'invitions dans l'émission « Chronique Hebdo », Pierre Bourdieu

venait de publier sur ce modèle : Contre-feux² : pour un mouvement social européen. Il présentait ainsi son propos : « L'analyse systématique du nouvel ordre économique mondial, des mécanismes qui le régissent et des politiques qui l'orientent, introduit à une vision profondément nouvelle de l'action politique ; seul le mouvement social européen qu'elle appelle serait en effet capable de s'opposer aux forces économiques qui dominent aujourd'hui le monde. »

Nous avons déjà invité certains auteurs qui avaient publié dans « Raisons d'agir ». On avait déjà reçu Serge Halimi et Loïc Wacquant, l'un nous parlant des médias, ces « nouveaux chiens de garde » (b) et l'autre de ces « prisons de la misère », ces cachots de la société concentrationnaire étatsunienne où la prison devient en fait le substitut au chômage ou à la précarité et où on fait des affaires sur la construction de prisons. Avaient fait l'objet de nos analyses deux autres ouvrages, l'un de Frédéric Lordon, *Fonds de pension, pièges à cons* et de Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux*.

Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, nous étions curieux de savoir ce qui avait poussé notre éminent invité à accepter de venir causer dans le poste à Radio libertaire. Apparemment, les médias officiels ne l'attiraient plus.

Un auditoire de qualité, une « cible » privilégiée

Les auditeurs de notre émission sur Radio libertaire ne vont pas se moucher du coude. Pour notre invité qui considère les médias de révérence comme « repoussants » et qui refuse systématiquement les interventions à la télévision et à la radio, c'est par plaisir, par solidarité et par sympathie qu'il a répondu favorablement à notre invitation. C'est aussi pour parler de son livre à des auditeurs qui sont, selon lui, parmi les destinataires privilégiés de ce livre. Et il précise : « Ce sont des gens dont j'aimerais bien être entendu. D'une part, parce que je pense que c'est parmi eux que ce que je dis a le plus de chance d'être compris et c'est aussi parmi eux qu'on peut trouver des gens capables de se mobiliser de cette manière nouvelle, c'est-à-dire de manière non encadrante. » Et il est certain que l'esprit hiérarchique de soumission à un chef, le comportement de troupière, font partie de ce que combattent en permanence les anarchistes.

L'aspect caché de la domination

À travers le vocable « habitus », notre interlocuteur développe l'idée que, sans le savoir, sans en être conscient, nous acceptons sans le moindre doute, sans oser les contester ou les critiquer, un discours, une interprétation de la réalité comme « allant de soi », comme étant indiscutable ou fatal, comme une évidence universelle. Ce faisant, nous acceptons la plus perverse des formes de la domination puisqu'elle semble ne pas toucher la réalité de l'exploitation économique et sociale du pouvoir capitaliste. La théâtralisation, la sacralisation du pouvoir formate notre inconscient. Dans notre entretien, Bourdieu

évoque la satisfaction, la fierté inconsciente du dominé lorsqu'il est convié à la table du dominant, qu'il s'agisse d'un patron d'entreprise, d'un ministre ou d'un président de la république. Il nous rappelle cette photo, figurant dans son ouvrage *La Distinction*, où l'on voit le chef de la CGT de l'époque, Georges Séguy, assis à la même table que Giscard d'Estaing, l'air satisfait, fier comme Artaban, « dans ses petits souliers », écrivait Bourdieu. Et il précisait : « Je pense qu'il y a des habitus de classe, les gens ont la manière d'être de leur formation... Ils compromissions, les soumissions ou les trahisons ne sont pas nécessairement conscientes et cyniques ; c'est bien pire... »

Une autre forme de la manière, en perpétuelle évolution – et dont les dominants fabriquent des miroirs aux alouettes pour piéger les dominés – est la fausse réforme censée donner satisfaction à ceux qui critiquent les mécanismes de la domination, par exemple ceux de la reproduction des élites dirigeantes. L'exemple évoqué ici est celui de l'initiative du directeur de Sciences Po (qui a lu *Les Héritiers*), proposant de faire entrer dans son établissement quelques jeunes de banlieues, sans qu'ils aient à passer un concours.

Parmi les acteurs ou les relais de ces techniques perverses de manipulation, Bourdieu n'oublie pas la police et la justice, chargées de défendre un ordre établi injuste, non plus que ces fameux intellectuels, véritables « chiens de garde » de l'ordre établi : « Si la police et la justice sont le bras visible de cette répression symbolique, la tête souvent c'est le corps des intellectuels journaliers, ces gens qui font semblant de penser... Ces gens-là passent leur temps à faire du travail de police symbolique, du maintien de l'ordre symbolique, de reproduction de l'ordre moral ; ils ont pris la place des curés. »

L'Europe

C'était le sujet phare ; le livre de Bourdieu, prétexte à notre entretien, s'intitulait *Pour un mouvement social européen*. Cette pauvre Europe, déjà malade il y a dix ans, béquillarde depuis sa naissance puisqu'elle était née de l'union, malheureusement non stérile, d'un banquier formaté aux États-Unis – Jean Monnet – et d'un aspirant curé devenu pétainiste et politicien – Robert Schumann. On ne pouvait douter qu'à partir de cette union sordide, ne s'ébauche une sorte de monstre prêt à satisfaire la finance, le marché, au détriment des peuples d'Europe. Tout ce qui était un frein au vol capitaliste, c'est-à-dire les services publics de l'éducation, de la santé, des transports – de même que le contrôle des abus patronaux – devait disparaître. Nous sommes arrivés, après cinquante ans de vie chaotique de cette organisation mafieuse, à ce qu'ils appellent « la crise », la crise de folie banquière. À force d'avidité, de profits dans tous les commerces de ses dominants, cette Europe va exploser, détruisant ce qui reste de solidarité entre ses peuples. Voici l'avis d'un géographe anarchiste de la fin du XIX^e siècle, Élysée Reclus sur ce qu'est le commerce : « Il

commence par être honni : ce fut une honte de trafiquer, et maintenant c'est la gloire par excellence... Le principe du commerce étant, par sa nature même, égoïste, personnel, insoucieux de tout intérêt étranger, il en résulte que, de nos jours encore, l'opinion publique et les lois officielles respectent le malheureux qui cherche dans le crime, dans l'avalissement systématique d'autrui, les éléments de sa fortune... »

Courageusement, en 2001, notre invité cherchait déjà des remèdes. Il imaginait une utopie réaliste consistant à relancer une relation entre les peuples d'Europe fondée sur la justice sociale. Même pour un cardinal, l'entreprise était surhumaine. Et il faut dire que, sur ce sujet, la controverse engagée au cours de l'entretien fut courtoise mais vive. En effet, pour notre sociologue, l'Europe est un leurre, l'Europe fonctionne comme un leurre, comme un masque. En même temps, il insiste sur le fait qu'il faut « plutôt lutter pour la transformation démocratique d'institutions antidémocratiques, qu'il vaut mieux radicaliser, et non pas annuler, le projet européen, qu'il faut remplacer la Commission, parce qu'elle serait antidémocratique, par un exécutif responsable devant un parlement, etc., élu au suffrage universel ». Alors ces trois affirmations apparaissent comme timidement réformistes, par rapport à ce que serait un masque ou un leurre. Certes Bourdieu reconnaît que l'Europe cache de plus en plus mal le fait qu'elle n'est qu'une sorte d'appendice associé par des accords de libre-échange avec les États-Unis, mais il pense nécessaire de se donner, dans le combat du mouvement social, un objectif européen et non pas national. Le combat contre chaque gouvernement national ne serait qu'une mystification car, dit-il, « les gouvernants sont asservis aux puissances économiques et propagandistes : en fait ce sont des gouvernements fantoches. Les gens qu'on voit à la télé, Chirac, etc., sont des « Strawmen », des hommes de paille ». Mais il croit qu'il existe encore, dans certains pays d'Europe, des syndicats combatifs et qu'on peut concevoir une nouvelle forme de mobilisation capable de sauver ce qu'il y a encore d'intéressant en Europe : un certain syndicalisme, etc. C'est peut-être naïf mais il faut bien donner un objectif... Sinon quoi faire ? De même croit-il sérieusement qu'un gouvernement européen, remplaçant la Commission européenne et élu au suffrage universel pourrait changer la donne, pourrait être autre chose qu'un gouvernement fantoche, de « strawmen », d'hommes de paille ? Une telle proposition apparaît en contradiction avec l'affirmation que le combat du mouvement social européen pourrait se fonder sur « des mouvements actuels [2001] qui ont des traits communs, proches en cela de la tradition libertaire ; ils sont attachés à des formes d'organisation d'inspiration autogestionnaire, caractérisées par la légèreté de l'appareil et permettant aux agents de se réapproprier leur rôle de sujets actifs ».

Élire ?

Encore un sujet passionnant et d'actualité à quelques semaines de la convocation du

Synode présidentiel. Et, déjà en 2001, pour nous, anarchistes, on ne voyait pas en quoi un suffrage universel, dans des conditions dans lesquelles en effet les acteurs qui ne sont plus des acteurs mais qui sont devenus au fond de simples individus vidés de toute leur capacité de jugement, pourrait avoir quelque influence sur ce qu'il faut bien appeler, cinquante ans d'une Europe absolument désastreuse; on ne peut pas remettre des rustines ou des bouts de ficelle. Bourdieu reconnaît que le mouvement dont il souhaite définir l'organisation est très anti-centraliste, très vigilant en ce qui concerne toutes les formes de concentration du pouvoir, toutes les formes de délégation. « Alors, dit-il, à ce propos, vous avez évoqué tout à l'heure la tradition, libertaire. » Et de nous citer un livre qui s'appelle *Choses dites*. « Dans cet ouvrage, précise-t-il, il y a un chapitre qui s'appelle « La délégation » où je décris — ce qui n'a jamais été fait sérieusement, ça je dis bien, ni par Proudhon ni par tous les gens que vous pouvez invoquer, le mécanisme de délégation et je fais un modèle tout à fait général — et ça ce serait très bien pour ni Dieu ni maître — le modèle du prêtre. Je dis que le modèle de base de la délégation, c'est toujours le prêtre, qui pense pour vous et qui dit — c'est la formule de Robespierre, la plus monstrueuse de l'histoire — : « Je suis le peuple ». Le délégué est celui qui usurpe, et j'analyse ce mécanisme. »

Alors, le fait qu'un cardinal aille plus loin que le père de l'anarchie dans sa critique de la délégation de pouvoir, nous laissa stupéfaits. La délégation, une monstruosité, le représentant du peuple, un usurpateur, la votation du fétichisme, nous ne pouvions qu'applaudir des deux mains.

La science

Dans la construction de l'organisation de ce futur mouvement social européen, Bourdieu veut donner leur place aux « chercheurs ». Et il souligne les difficultés rencontrées par les sociologues dans leurs recherches. Frein des pouvoirs publics, refus de financement, contreparties exigées du chercheur s'il veut obtenir ce qui lui est nécessaire pour sa tâche. Ainsi certains sociologues sont critiqués lorsqu'ils ont accepté, contre leurs propres conceptions, certaines de ces « contreparties ». Bourdieu s'élève contre cet ostracisme. Ce phénomène n'est pas propre aux chercheurs, aux sociologues. Il touche même des mouvements qui se disent progressistes voire anarchistes. Et il illustre par son propos cette dérive, cette forme de délation : « Il y a une faiblesse, c'est la mise à l'index. On dit — c'est un peu la première question — : « Ah! Bourdieu, il a signé, etc. ». Ça c'est con. Ce n'est pas seulement salaud, c'est con parce que ça affaiblit, ça n'a pas de sens. Il faut faire très attention à la dénonciation rapide, superficielle. Il y a eu des époques où on guillotinaient. » Mais il convient de ne pas sacraliser la science. Elle peut être sans morale. Et Bourdieu est d'accord : « Il ne s'agit pas de prendre les chercheurs tels quels, d'y voir comme au XIX^e siècle, au nom de l'illusion de l'éducation — le mouvement social sanctifiait Pasteur; Pasteur était devenu une sorte de



Dieu... Il faut se méfier des savants, se méfier de la science mais on le fait mieux si on a des savants avec soi... » Ceci dit, il existe un autre écueil, celui de l'ostracisme à l'égard de l'« intellectuel », ostracisme souvent teinté de populisme, d'ouvriérisme, de repli sur sa caste, sa classe sociale. Bourdieu se bat contre ce phénomène et n'hésite pas à pratiquer ce « sport de combat » qu'est la sociologie. Il nous dit entre autres : « Max Weber, il a une expression qui est un peu « vache », il parle « d'intellectuels prolétariodes ». Ça, je pense, c'est une catégorie très très dangereuse. Dans l'histoire de l'humanité... Lénine était un intellectuel prolétariode... Ce sont des gens très dangereux, qui ont des comptes à régler avec le monde intellectuel... Saint-Just que j'évoquais tout à l'heure... Ils ont des comptes à régler dans leur univers... Ça englobe des artistes, des écrivains ratés... »

Pour finir

Revenant sur le sujet principal de cet entretien, Bourdieu reconnaît qu'il reste beaucoup à faire pour élaborer ce projet de « mouvement social européen ». Il conclut : « Oui. La

partie critique de mon projet est plus développée que la partie constructive. Une autre raison est — c'est à la fois une conviction profonde politique et en même temps un constat scientifique — qu'on ne peut plus bâtir des mouvements sociaux sur les modèles anciens. Ces mouvements anciens ne peuvent servir qu'au maintien de l'ordre. Donc il faut inventer tout à fait autre chose mais pas simplement des idées. Les gens croient qu'il faut inventer des idées... Il faut inventer des modes d'organisations dans lesquelles s'inventent les idées. Ça c'est peut-être l'idée la plus importante de ce bouquin, que je rabâche tout le temps. Je dis : « Il n'y a plus de maîtres à penser, je ne suis pas maître à penser. Je me sers de ma connaissance du monde social pour dire : « La première invention est organisationnelle ». Et on ne dira pas aussitôt internet ! »

Oui mais alors-là, objectons-nous, attention, en guise d'organisation, à ne pas créer un nouveau parti, une nouvelle bureaucratie... Ce à quoi nous répond Pierre Bourdieu : « Non pas du tout. Ce qui me paraît utile, c'est de tenter de rassembler et d'organiser des forces qui se cherchent, inventer des modes d'organisation qui facilitent de nouvelles idées. »

A. Z.

Vers une **pédagogie** sociale

COMMENT IMAGINER une pédagogie antisociale? Et pourtant, nombreux sont les éducateurs, avec ou sans conscience, qui conduisent les enfants (sens propre de «pédagogie») dans les ornières de la compétition, du savoir dépourvu de sens, vers l'acceptation d'une société de la soumission des uns assurant la domination des autres. Le pari de Laurent Ott, que les lecteurs du *Monde libertaire* connaissent bien, et de sa *Pédagogie sociale*¹, titre de son dernier ouvrage, est tout autre. Elle vise en effet tout au contraire à permettre à l'apprenant de s'engager dans les voies et les voix de son développement comme sujet libre, conscients de leur «responsabilité sociale et politique» (p. 24) éventuellement «hors institution».

Souvent, remarque l'auteur, pour les enseignants, la pédagogie se résume trop souvent à un ensemble de méthodes et de facto «à un élément périphérique de leur pratique [...] éducative» (p. 8). En bref, il en ignore tout ou presque, et ce d'autant que, trop fréquemment, «elle souffre d'être enseignée comme un corpus d'idée [comme] une chose morte» (p. 16) et non comme un ensemble de pratiques à toujours réinventer et surtout à partager entre pairs (p. 19).

Après une brève analyse de la critique du «pédagogisme» rythmée par les sorties des «philosophes» de cour, Laurent Ott se propose de redonner à la pédagogie sa noblesse en tentant de la dénicher dans le vaste champ du travail socio-éducatif.

Ce livre est une invitation pour les éducateurs à réfléchir sur la complémentarité du couple éduquer et apprendre, nécessaire à toute transformation individuelle et sociale. Sans cette réflexion salutaire, l'éducateur et l'éduqué s'enferment dans le cycle de la reproduction (p. 30) d'un système social inique. Réflexion qui conduit l'auteur à revisiter quelques classiques de la philosophie de l'éducation, de Platon à Sartre. Puis l'auteur rappelle le rôle de ceux qu'ils nomment les «pédagogues médecins» – Claparède, Decroly, Montessori – et qui firent prendre en considération les besoins de l'enfant pour apprendre comme «un socle fondamental dont toute démarche éducative doit tenir compte» (p. 47) afin de prendre l'apprenant comme un tout et non comme un simple cerveau à rem-

plir, à gaver. Enfin, les pédagogues sociaux entrent en scène: Korczak et l'être en devenir; Freinet et la coopération; Freire et l'oppression; et d'autres moins connus, comme la hongroise Emmi Pikler et son enfant «fort», en possession de sa force vitale, en bref les pédagogues de l'autonomie, de la responsabilité et de l'épanouissement. Suite à quoi, il revisite à grands traits l'histoire de la pédagogie à l'école et de ses modes tout au long du XX^e siècle en en critiquant au passage les biais et les régressions «antipédagogiques» (p. 76) successives engagés par l'autoritaire et élitiste Chevènement et qui se poursuivent aujourd'hui.

Le chapitre 5 est à l'évidence le plus intéressant car il engage chaque éducateur, formateur, enseignant à construire, donc à se réapproprier, sa propre pédagogie, «d'oser d'autres pratiques» (p. 99). Il convient alors de lâcher prise, de se faire confiance, de réinterroger les principes voire les poncifs pédagogiques et de travailler dans et avec le milieu (p. 81) en veillant à la mise en œuvre de 7 «règles» pédagogiques de base, plus particulièrement adaptées en milieu socio-éducatif. Dont celle, essentielle, de faire savoir aux «éduqués» et aux apprenants «que nous refusons d'être les instruments de leur répression» (p. 89).

Malgré les efforts de Ott, la définition de la pédagogie sociale reste vague, même si l'expression fut utilisée par Freinet et le concept et les pratiques développés par Helena Radlinska² en Pologne dans les années vingt. S'agit-il d'une pédagogie pour le travail social ou est-ce aussi une pédagogie ouverte sur le collectif, favorisant l'initiative sociale et citoyenne, la solidarité, l'expression de soi et la coopération? Visiblement tout ça à la fois, d'où une relative ambivalence des termes «pédagogie sociale». Certes, celle décrite par Ott relève du secteur socio-éducatif et s'adresse en priorité à ses acteurs, mais était-ce nécessaire d'utiliser un nouveau qualificatif, celui de «social», accolé à «pédagogie», et ce même si celui-ci trouve une certaine résonance dans l'histoire de la pédagogie. Innovante, institutionnelle, active, coopérative, libertaire, alternative, autogestionnaire, que sais-je encore, ne suffisait-il pas? N'était-ce pas assez social? N'y a-t-il pas là un risque de brouillage bien inutile? La pédagogie pro-

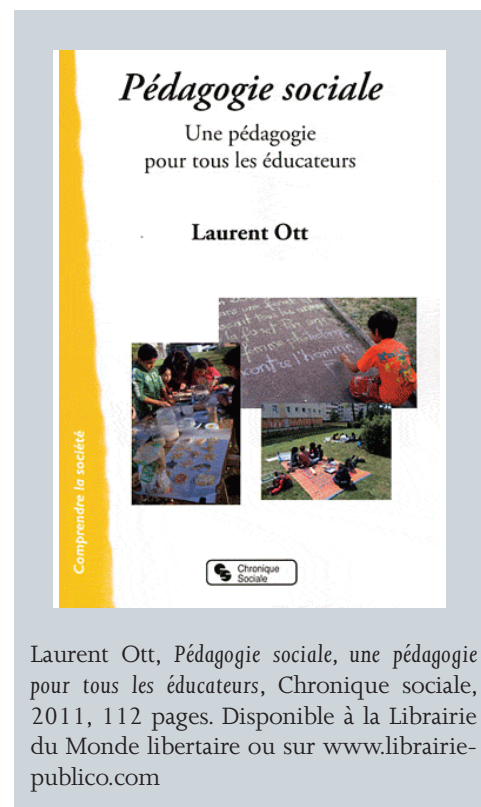
posée par Laurent Ott est-elle si différente de ces dernières? La pédagogie du social n'est-elle pas soluble, à l'origine, ou héritière de ces autres courants? Ce sont les questions qu'il convient de se poser après la lecture de cet ouvrage didactique (trop parfois) mais robotatif et militant où pédagogie rime toujours avec idéologie et société et où il est rappelé avec force que le rôle de l'éducateur est d'agir afin «d'augmenter la puissance et le pouvoir d'agir de ceux auprès desquels il travaille» (p. 40).

Hugues Lenoir

Groupe Pierre-Besnard
 de la Fédération anarchiste

1. Laurent Ott (2011), *Pédagogie sociale, une pédagogie pour tous les éducateurs*, Lyon, Chronique sociale, 12,90 euros à Publico.

2. Il est d'ailleurs dommage que cette référence, que Laurent Ott m'a lui-même soufflée, n'apparaisse pas dans son texte.



Laurent Ott, *Pédagogie sociale, une pédagogie pour tous les éducateurs*, Chronique sociale, 2011, 112 pages. Disponible à la Librairie du Monde libertaire ou sur www.librairie-publico.com



Appel à **souscription**



DU 8 AU 12 AOÛT 2012, aura lieu une rencontre anarchiste internationale à Saint-Imier (Suisse romande) pour la commémoration des 140 ans du congrès de la Première Internationale antiautoritaire qui fut organisé en 1872.

Sur le site internet www.anarchisme2012.ch se trouve plus d'information sur les contenus et l'esprit de ces rencontres.

Jusqu'ici, les organisations qui ont porté et animé cette importante échéance sont : la Fédération anarchiste (FA), l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), la Fédération libertaire des montagnes (FLM), l'Organisation socialiste libertaire (OSL) et Espace noir.

D'autres organisations ont rejoint le Comité d'organisation : Alternative libertaire (AL), la Coordination des groupes anarchistes (CGA), la Federazione dei Comunisti Anarchici (FdCA), Karakök Autonome, Libertäre Aktion Winterthur, l'Organisation communiste-libertaire (OCL).

Nous sommes toujours à la recherche de volontaires pour participer à l'organisation de cette rencontre internationale : traduction, cuisine, nettoyage, surveillance, etc. Il est possible de s'inscrire sur le site.

Sont d'ores et déjà prévues des tables rondes, des meetings, des concerts (5 par jour), des conférences (une trentaine), des spectacles de théâtre, des performances, des projections de films, des expositions, etc.

L'IFA tiendra son propre congrès à Saint-Imier à l'occasion des rencontres internationales.

Nous attendons des organisations, groupes et individus de tous les pays. Nous souhaitons que soient représentés les mouvements et groupes d'un maximum de coins du monde : Tunisie, Égypte, Chili, Mexique, Uruguay, Brésil, Israël, Palestine, Russie, Biélorussie, etc. Les contacts pris sont nombreux et intéressants.

Tout cela aura un coût important : location des salles, du matériel de traduction ;

location de gîtes ; hébergement des conférenciers, des groupes de musique, des délégations étrangères ; achat de la nourriture ; etc. Nous avons évalué le budget global à 100 000 euros, 50 000 euros pour les concerts/spectacles et 50 000 euros pour les conférences/meetings. Parmi ces 50 000 euros, nous prévoyons un budget de 15 000 à 20 000 euros pour aider au transport des délégations étrangères des groupes peu argentés.

Les copains d'Espace noir (Saint-Imier) ont ouvert un compte postal en Suisse. En France, c'est le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste de Besançon qui se charge de récolter l'argent en euros afin d'aider à la réussite de cette rencontre internationale.

Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de : CESL, BP 121, 25 014 Besançon Cedex. (mention au dos : St Imier 2012). relations-internationales@federation-anarchiste.org



Quelques rendez-vous à ne pas manquer

Jeudi 26 janvier

De rimes et de notes (12 h 00) Actualité de la chanson et du spectacle Marlène donne Carte blanche à Pierre Margot, qui recevra Claire Guyot et présentera ses invités du lundi 30 janvier au Vingtième théâtre.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. «Débrédiner» (soigner les maux de tête) avec des libres penseurs non alignés. Invités pressentis : groupe André-Lorulot – Commune de Paris et son émission «Jour de lessive anticléricale» du dimanche matin.

Lundi 30 janvier

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Mardi 31 janvier

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme. Textes historiques ou actuels.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Mercredi 1^{er} février

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Zydeco, blues et accordéon, première partie.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice. Berthet One, ancien prisonnier, auteur d'une de la BD *Evasion*, primée à Angoulême.



» **ÉCOUTEZ LE DIRECT** »

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Décembre 2011

Mme C. Camus (84) : 150 €

M. G. Ferrie (34) : 100 €

M. O. Fayel (69) : 20 €

M. R. Callemard (22) : 100 €

Mme S. Carrez (internet) : 30 €

M. H. Bruyeres (81) : 300 €

Mme P. Bes (67) : 50 €

M. J. Serrat et Mme F. Crespin (91) : 50 €

M. J. Broga (22) : 70 €

M. E. Bonnet (44) : 40 €

M. R. Care (53) : 50 €

M. J. Grégoire (83) : 100 €

M. J. Rat (86) : 15 €

M. E. Hazard (59) : 18,75 €

Mme P. Le Pallec (internet) : 5 €

M. R. Blachier (internet) : 5 €

TOTAL: 1103,75 €

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étagères ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du *Monde libertaire*

L'agenda 2012 des Éditions du Monde libertaire est disponible !



Deux couvertures différentes - au choix.

Avec, pour chaque semaine, une citation fleurant bon la révolte et l'amour de la vie !
+ les contacts des groupes et liaisons de la Fédération anarchiste.

Format 21 x 13,5 cm. - 120 p. - 8 euros port compris.

Commandes à adresser aux Éditions du Monde libertaire
145 rue Amélot - 75011 Paris (chèques à l'ordre des Éditions du Monde libertaire).

Vendredi 27 janvier

Vannes (56)

20h30. Conférence-débat avec Serge Latouche autour de son *Petit traité de la décroissance sereine*. Organisé par l'association écolo Grains de sable (presqu'île de Rhuys) dans le cadre du Forum social local. Amphi de l'IUT, I.

Paris XI^e

19h30. Les soirées vidéo de la Librairie du Monde libertaire. Projection du film Sacco et Vanzetti en partenariat avec l'émission Radio LAP (Lycée autogéré de Paris). 145, rue Amelot. Métros République, Oberkampf, Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 28 janvier

Saint-Jean-du-Gard (30)

19 heures. Soirée avec Charles Reeve et Hsi Hsuan-Wou autour de leur livre *Les mots qui font peur. Vocables à bannir de la Toile en Chine*. La soirée sera conclue par un banquet sinophile. Bibliothèque-infokiosque, 152, Grand-rue. Entrée libre et gratuite.

Rennes (35)

16 heures. Projection du film *La conspiration de Chicago*, documentaire sur les luttes anticapitalistes au Chili depuis la dictature de Pinochet jusqu'à aujourd'hui, puis rencontre/débat avec des activistes anarchistes internationaux. Organisé par le groupe La Digne Rage (Fédération anarchiste de Rennes). Au bar Le Papier timbré, 39, rue de Dinan.

20h30. Concert anarchiste avec HCCE Orwell (Death/Black Metal/HxC, Barcelona) et Karysun (Stoner/Metal, Caen). Organisé par Happy Culture. Prix libre. Au bar Le Gazoline, 24, rue Nantaise.

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Jean-Pierre Levaray autour de son nouveau livre *Tue ton patron – saison 2*, Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 4 février

Paris XI^e

16h30. Evelyn Mesquida pour son livre *La Nueve 24 août 1944. Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-Midi) et le traducteur Serge Utgé-Royo. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 5 février

Saint-Jean-en-Royans (26)

16 heures. Dans le cadre de son « Année de l'autogestion », le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste vous invite à un après-midi autour du film *Spezzano Albanese*. Depuis 1992, des militants libertaires animent à Spezzano Albanese (Calabre, sud de l'Italie) une Fédération municipale de base, fondée sur des pratiques d'auto-organisation et d'autogestion. La projection sera suivie d'un débat. Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Entrée libre. Contact : laruerale@no-log.org

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire : L'Internationale, 1864-1876, l'AIT : troisième partie. Le centralisme autoritaire et le fédéralisme libertaire, antagonistes, s'affrontent vivement entre Marx et Bakounine. Rappel historique, exposé et débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Samedi 11 février

Paris XVIII^e

15h30. La Bibliothèque La Rue entame une série de débats autour (et avec) les éditions Après le Lune, en compagnie de Jean-Jacques Reboux, fondateur des éditions, qui viendra évoquer avec nous le métier d'éditeur engagé. 10, rue Robert-Planquette. Métros Blanche ou Abbesses.

Samedi 18 février

Paris XI^e

16h00. Rencontre-débat avec Maurice Rajsfus autour de son dernier ouvrage *France d'en haut, France d'en bas : les dominés seront-ils toujours soumis ?* paru aux Éditions du Monde libertaire. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Jeudi 23 février

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Thierry Bourcy, auteur d'une série policière ayant pour cadre la guerre de 14-18, où il fait évoluer Célestin Louise, flic et soldat. Dernier ouvrage paru *Le gendarme scalpé* (Nouveau Monde éditions/Folio policier). À la Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dinatoire.

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra à la Bibliothèque sociale Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-Midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dinatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.



**LIBÉRATION IMMÉDIATE !
ARRÊT DES POURSUITES !**



**SOLIDARITÉ AVEC LES
INCULPÉ-E-S DE TOULOUSE**

poureliberte.noblogs.org